

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 818

3 avril 2008

SOMMAIRE

Abacchus Invest S.A.	39232	Fontanarosso S.A.	39264
Aberdeen Property Nordic Fund I Sicav	39219	German Ground Lease Finance S.A.	39240
ABN AMRO PPP Investments SCA SICAR	39221	G & P Properties S.à r.l.	39258
AGENCE PARIS-SPECTACLE, société à responsabilité limitée	39263	Green Energy S.A.	39240
American Express Financial Services (Lu- xembourg) S.A.	39240	Harvest CLO I S.A.	39220
Atlas Telecom Interactive S.A.	39239	Hercules S.A.	39259
Avonla Korea I Holdings (Luxembourg), Sàrl	39221	Hutchison 3G Italy Investments 2 S.à r.l.	39231
Barilla Finance S.A.	39220	Hutchison Europe Telecommunications S.à r.l.	39231
Barista S.à r.l.	39259	Illico	39257
B.C.R.E. Brack Capital Real Estate S.à r.l.	39259	International Technik Holding S.A.	39258
Bemt Holding	39230	International Trust Company Holding SA	39256
Bridge Development Corp	39218	La Financière HDI S.A.	39218
C2K Technologies S.à r.l.	39222	Lobster S.à r.l.	39263
Carling Lake Sàrl	39232	Marin Holding S.A.	39264
Carmatel Holding S.A.	39239	Meccarillos International	39223
Centuria Holding Lux 1 S.à r.l.	39219	Mobility International Holding S.A.	39260
Colomis S.A.	39220	Nieburg-Studio s.à r.l.	39222
Columbian Chemicals (Weifang) Holdings S.à r.l.	39240	Palmerston Investments S.A.	39223
Convergenza S.C.A.	39221	Plazza Investments & Properties S.à r.l.	39259
Convoys Investment S.à r.l.	39231	Polka Real Estate Holdings S. à r.l.	39241
Cristoforo Colombo International S.A.	39221	Rue du X Septembre S.à r.l.	39218
Curzon Capital Partners S.à r.l.	39264	Schweitzer Luxembourg S.à r.l.	39231
Falcon Mines Holdings S.A.	39222	Serene Investment S.A.	39239
Farid Holding S.A.	39258	Spark Invest S.à r.l.	39224
Fibavco Holding S.A.	39260	Tamarind S.à r.l.	39260
		Tugra s.à r.l.	39262

La Financière HDI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 57.588.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 10 janvier 2008, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société anonyme LA FINANCIERE HDI S.A. avec siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 57.588.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Gilles Mathay, juge, et liquidateur Maître Donald Venkatapen, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

M^e D. Venkatapen

L e Liquidateur

Référence de publication: 2008035454/280/21.

Enregistré à Luxembourg, le 29 février 2008, réf. LSO-CN08743. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Bridge Development Corp, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 112.346.

—
Extrait aux fins de publication du conseil d'administration du 15 février 2008

1. Changement de siège social

Le siège social est transféré au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, et ce à compter du 15 février 2008.

DANDOIS & MEYNIAL

Signature

Référence de publication: 2008035464/2374/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2008, réf. LSO-CO00098. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Rue du X Septembre S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4260 Esch-sur-Alzette, 19, rue du Nord.
R.C.S. Luxembourg B 48.726.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion des associés du 30 novembre 2007

Les associés réunis en assemblée générale ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Transfert du siège social

Les associés décident de transférer le siège social de L-4320 Esch-sur-Alzette à L-4260 Esch-sur-Alzette 19, rue du Nord.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

FIDUPLAN S.A.

Signature

Référence de publication: 2008035465/752/18.

Enregistré à Luxembourg, le 25 février 2008, réf. LSO-CN06667. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Aberdeen Property Nordic Fund I Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 113.948.

—
AUSZUG

Aus dem Beschluss des Verwaltungsrates im Umlaufverfahren vom 29. Oktober 2007 der ABERDEEN PROPERTY NORDIC FUND I SICAV (die «Gesellschaft») geht hervor dass der Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. März 2008 vom bisherigen Sitz in 46 a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, nach 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg verlegt wurde.

Für gleichlautenden Auszug, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 28. Februar 2008.

Für die Gesellschaft
Unterschrift
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2008035463/1092/20.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01693. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Centuria Holding Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 122.807.

—
RECTIFICATIF

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 15 novembre 2007

Il y'a lieu de lire:

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Ms Claudia Schweich, née le 1^{er} août 1979, à Arlon, (Belgique), ayant comme adresse professionnelle le 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg a été nommée gérant avec effet au 15 novembre 2007;

- M. Renaud Labye, né le 11 septembre 1977, à Liège, (Belgique), ayant comme adresse professionnelle le 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg été nommé gérant avec effet au 15 novembre 2007.

Les nouveaux gérants ont été nommés pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, en février 2008.

Pour CENTURIA HOLDING LUX 1 S.à r.l.
Signature
Mandataire

Au lieu de:

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Ms Claudia Schweich, née le 1^{er} août 1977, à Arlon, (Belgique), ayant comme adresse professionnelle le 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg a été nommée gérant avec effet au 15 novembre 2007;

- M. Renaud Labye, né le 11 septembre 1977, à Liège, (Belgique), ayant comme adresse professionnelle le 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg été nommé gérant avec effet au 15 novembre 2007.

Les nouveaux gérants ont été nommés pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTURIA HOLDING LUX 1 S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2008035527/6654/34.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01562. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Colomis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 58.989.

—
EXTRAIT

- Suivant résolution de l'actionnaire unique de la société AMACO (LUXEMBOURG) S.A., une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre, prise en date du 9 juillet 2007, la dénomination sociale de AMACO (LUXEMBOURG) S.A. a été changée en WILMINGTON TRUST SP SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., previously AMACO (LUXEMBOURG) S.A.;

Puis:

- Suivant résolution de l'actionnaire unique de la société WILMINGTON TRUST SP SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., previously AMACO (LUXEMBOURG) S.A., une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre, prise en date du 13 décembre 2007, la dénomination sociale de WILMINGTON TRUST SP SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., previously AMACO (LUXEMBOURG) S.A. a été changée en WILMINGTON TRUST SP SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Le nom actuel de la société est: WILMINGTON TRUST SP SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Pour extrait conforme

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008035489/8548/24.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01854. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Harvest CLO I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 93.786.

—
Le bilan au 31 mars 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2008.

TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008035635/805/15.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01933. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Barilla Finance S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 150.000,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 88.857.

—
EXTRAIT

En date du 29 janvier 2008, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Djamel Bouzemarene, en tant qu'administrateur, est acceptée avec effet au 10 février 2008.

- Leonie Marder, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg est élu nouvel administrateur de la société avec effet au 10 février 2008 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2008.

Luxembourg, le 29 janvier 2008.

Pour extrait conforme

B. Zech

Référence de publication: 2008035522/724/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01686. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Convergenza S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 72.336.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035633/751/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01986. - Reçu 52,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

ABN AMRO PPP Investments SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.993.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2008.

For ABN AMRO PPP INVESTMENTS SCA SICAR

F. W. J. J. Welman

Gérant

Référence de publication: 2008035629/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01685. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Avonla Korea I Holdings (Luxembourg), Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 90.137.

Le bilan de la société au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035634/751/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01988. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Cristoforo Colombo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 85.134.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} juin 2007

- Monsieur Olivier Oudin, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, Monsieur Christian François, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086

Luxembourg et Madame Nicole Thirion, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont nommés nouveaux Administrateurs en remplacement des sociétés FINDI SARL, EFFIGI SARL et LOUV SARL qui ne souhaitent plus se représenter aux suffrages et ce pour une période statutaire de six ans. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTRÔLE S.A., Société Anonyme, avec siège social au 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Certifié sincère et conforme
CRISTOFORO COLOMBO INTERNATIONAL S.A.
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008035577/795/24.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01332. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Falcon Mines Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 39.774.

Le bilan au 30 septembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008035640/6053/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2008, réf. LSO-CN08060. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

C2K Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 161, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 101.645.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 6 mars 2008.

COSELUX S.A.R.L.

Signature

Référence de publication: 2008035639/1715/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2008, réf. LSO-CO00452. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Nieburg-Studio s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 17A, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 56.077.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 6 mars 2008.

COSELUX S.A.R.L.

Signature

Référence de publication: 2008035638/1715/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2008, réf. LSO-CO00451. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Palmerston Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 98.413.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 22 février 2008

Première résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Joseph Mayor de son poste d'administrateur de la société avec effet au 3 mars 2008.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme Monsieur Eddy Dome résidant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet au 3 mars 2008.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2009.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008035477/587/20.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01838. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Meccarillos International, Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 35.515.

—
EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue extraordinairement le 15 février 2008, de réélire les administrateurs suivants:

- Monsieur Charles Lebeau, président et administrateur-délégué
- Monsieur Fernando Dominguez Valdes-Hevia
- Monsieur Olivier Dorier
- SOCIETE NATIONALE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES.

Leur mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2007.

A également été réélue en tant que commissaire aux comptes pour la même période:

- ERNST & YOUNG

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008035554/799/24.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2008, réf. LSO-CO00339. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Spark Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.756.

In the year two thousand eight, on the first of February.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BALMAIN EUROPEAN RETAIL HOLDINGS S. à r.l., having its registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, R.C.S. Luxembourg B 114.485, with a subscribed shares capital of EUR 12,500, here represented by Mrs Corinne Petit, private employee, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given in Luxembourg on February 1st, 2008.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole partner of the private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg under the name of SPARK INVEST S. à r.l., having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich of December 14th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 203 of January 25th, 2008. The by-laws have been amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg of January 9th, 2008, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The appearing party, acting in their above mentioned capacities, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the agenda of the meeting if the following:

1) Decision to modify the articles 12 and 14 of the Articles of Association of the Company.

After this had been set forth, the Company, now requests the undersigned notary to record the following resolution:

First and sole resolution

The sole partner of the Company resolved to modify the articles 12 and 14 of the Articles of Association of the Company so as to read as follows:

« Art. 12. Board of managers.

12.1 The Company shall be managed by one or more managers who need not to be shareholders. The managers shall not be more than five (5) in number and each manager shall be appointed by the unanimous resolution of the single partner, or by decision of the partners meeting in accordance with article 14. The majority of managers shall be resident in Luxembourg. Any appointment of a manager in breach of this article 12.1 shall be void.

12.2 If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers («conseil de gérance»).

12.3 The managers may be removed at any time, with or without cause, by a decision of the single partner or by a resolution of the partners holding a majority of votes at a partners meeting in accordance with article 14.

12.4 In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

12.5 All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

12.6 The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the Single signature of any of the members of the board of managers.

12.7 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his or its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

12.8 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

12.9 The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting. The chairman will not have a second or casting vote.

12.10 The board of managers may elect a secretary from among its members.

12.11 The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least eight (8) days'

prior written notice of board meetings shall be given. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

12.12 The meetings of the board of managers shall be held at the place, the day and the hour specified in the convening notice, provided that all meetings shall be held in Luxembourg. Any meeting held outside Luxembourg shall be void.

12.13 Meetings of the board of managers shall be held at least every quarter.

12.14 Notice of any meeting of the board of managers may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail of each manager addressed to all other members of the board of managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

12.15 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail another manager as his proxy, provided that a manager who is resident in Luxembourg may not appoint a person who is not resident in Luxembourg as his proxy.

12.16 A manager, other than a manager who is resident outside of Luxembourg may be appointed as a proxy to represent one or more of his colleagues, under the condition however that the majority of managers present at the meeting are resident in Luxembourg.

12.17 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by video conference or by other similar means of communication allowing the identification of such manager and allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. No manager may participate in this way if that manager is physically present in the United Kingdom, and any meeting where one or more managers is physically present in the United Kingdom shall not be quorate and any decision taken at any such meeting shall be void. A meeting held by these means of communication shall be deemed to be held at the registered office in Luxembourg.

12.18 Where there is more than one manager, the quorum for any meeting of the board of managers shall be a majority of managers. The board of managers can validly debate and take decisions in meeting only if the requisite quorum is present.

12.19 All decisions at a meeting of the board of managers shall be taken by the majority of those managers present or represented by a proxy appointed under article 12.14.

12.20 A manager having a personal interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board of managers shall be obliged to inform the board of managers thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the board of managers. At the next meeting of partners of the Company, before votes are taken in any other matter, the partners shall be informed in accordance with the Law of those cases in which a manager had a personal interest contrary to that of the Company. The conflict of interest rule set forth in this article 12.20 does not apply if the decisions of the board of managers are related to transactions concluded in the ordinary course of business on market terms.

12.21 Notwithstanding the provisions of article 12.19, no contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers of the Company have a personal interest in, or are a manager, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any manager who is a manager or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall (except with the prior written consent of the sole partner or, where there is more than one partner, the decision of the partners meeting in accordance with article 14), merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

12.22 The decisions of the board of managers will be recorded in minutes and signed by any two managers.

12.23 No actions in this article 12 may be completed in the United Kingdom, nor may minutes of meetings of the board of managers be prepared in the United Kingdom.

12.24 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.»

« Art. 14. General meetings.

14.1 General meetings of the partners of the Company shall meet upon call of any two members of the board of managers and, subject to these articles, at such other times and places as may be required by the Law.

14.2 Not less than eight (8) days' prior notice of a general meeting of the partners of the Company shall be given to each partner. All notices calling meetings of the partners of the Company must contain the agenda for such meetings. If all the partners of the Company are present or represented at the general meeting of the partners of the Company and if they state that they have been duly informed of the agenda of such meeting, general meeting of the partners of the Company may be held without prior notice.

14.3 Save as prescribed by these articles, all matters relating to general meetings of the partners of the Company shall be governed by the Law.

14.4 The quorum required at any general meeting of the partners of the Company shall be:

14.4.1 in the case of a sole partner, one (1); and

14.4.2 where there is more than one partner of the Company, any two (2) partners present in person or by proxy.

14.5 Any partner of the Company may attend a general meeting of partners of the Company by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, e-mail or telex as his proxy another person who need not be a partner.

14.6 At a general meeting of the partners of the Company, each share in the Company entitles its holder to one (1) vote.

14.7 Except as otherwise required by the Law or the terms of article 14.8, resolutions at a quorate general meeting of the partners of the Company duly convened will be passed by a simple majority of the partners present or represented and voting.

14.8 The Company shall not without the approval of the sole partner, or, where there is more than one partner of the Company, without the unanimous approval of all the partners:

14.8.1 alter, increase, allot, cancel, reduce, redeem, reorganise, consolidate, sub-divide or convert the authorised or issued share capital of the Company or vary any of the rights attaching to any shares; or

14.8.2 approve any variation or amendment to the terms of its articles of association or other constituent documents; or

14.8.3 acquire, purchase, or subscribe for any shares, debentures, mortgages or securities (or any interest therein) in any company, trust or any body; or

14.8.4 hold any meeting of the partners or purport to transact any business at any such meeting unless there shall be present a quorum in terms of these articles; or

14.8.5 alter any restriction on the powers of the board of managers to borrow, give guarantees or create charges; or

14.8.6 sell the undertaking of the Company or any substantial part thereof; or

14.8.7 change or permit a change in the general nature of or diversify the Business; or

14.8.8 take any steps to have the Company wound up whether for the purposes of amalgamation or reconstruction or otherwise unless a registered insolvency practitioner shall have advised that the Company requires to be wound up by reason of having become insolvent; or

14.8.9 use the name of UBERIOR EUROPE LIMITED OR BANK OF SCOTLAND; or

14.8.10 do any thing which the Law requires be approved by all the partners of the Company; or

14.8.11 approve the adoption of or any variation to the terms of the constitutional documents of any wholly owned subsidiary of the Company; or

14.8.12 make any political gift or charitable donation; or

14.8.13 give any guarantee, indemnity or security in respect of the obligations of any other person (other than any of its wholly owned subsidiaries) or permit any such guarantee or indemnity or security to subsist or vary any such guarantee or indemnity or security or provide any credit (other than normal trade credit on commercially reasonable terms in the ordinary course of the Business or to any of its subsidiaries); or

14.8.14 pay any remuneration or expenses to any person other than as proper remuneration for work done or services provided or as proper reimbursement for expenses incurred in connection with the Business; or

14.8.15 make any loan or advance (other than to any of its wholly owned subsidiaries); or

14.8.16 create any mortgage or charge over any part of its undertaking, property or assets, save as pursuant to the terms of any facility arrangement, loan agreement or other documentation which has been approved by the partners pursuant to article 14.8.24; or

14.8.17 appoint any committee of the board of managers to take any decisions which are material to the Company otherwise than at a meeting of the board of managers; or

14.8.18 establish or vary the rules of any profit sharing, bonus or incentive scheme or any benefits scheme for the Company; or

14.8.19 incur any expenditure or liability or authorise, approve or permit any expenditure or liability to be incurred in respect of the acquisition of any business or capital asset whatsoever of the Company of an aggregate amount in excess of €100,000 in any financial year; or

14.8.20 enter into any contract or arrangement of a long term nature of a value of €25,000 or more; or

14.8.21 change or permit a change to the terms of any management agreement entered into by the Company; or

14.8.22 sell or otherwise dispose of any heritable or freehold or leasehold property or any interest therein; or

14.8.23 dispose of any share in the capital of any wholly owned subsidiary of the Company; or

14.8.24 borrow any money or incur any indebtedness in the nature of borrowing; or

14.8.25 give any consent or approve any matter which the Company is to provide its consent or approval in its capacity as a shareholder, member or partner of any of its wholly owned subsidiaries; or

14.8.26 approve the terms of any investment proposal, interim transaction appraisal, final transaction appraisal or business plan relative to the Company and/or any of its wholly owned subsidiaries; or

14.8.27 cause or permit any wholly owned subsidiary of the Company to do any of the things mentioned in articles 14.8.1 to 14.8.26 (inclusive), substituting reference to the Company with a reference to that wholly owned subsidiary.

14.9 A written decision signed by all the partners of the

Company is proper and valid as though the decision had been adopted at a meeting of the partners of the Company duly convened and held. Such written decision may be documented in a single document or in several documents having the same content signed by all the partners.»

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder meeting are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit le premier février.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BALMAIN EUROPEAN RETAIL HOLDING S. à r.l., ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, R.C.S. Luxembourg B 114.485 ayant un capital souscrit de EUR 12,500, ici représentée par Madame Corinne Petit, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 1^{er} février 2008.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination SPARK INVEST S. à r.l., son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste («la société»), constituée suivant acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich le 14 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n^o 203 en date du 25 janvier 2008. Les statuts ont été modifiés suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg le 9 janvier 2008, mais pas encore publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. La partie comparante, agissant en sa qualité mentionnée ci-dessus, demande au notaire soussigné d'acter:

Que l'ordre du jour est le suivant:

1. Décision de modifier les Articles 12 et 14 des statuts de la Société.

Après avoir exposé l'ordre du jour, la Société maintenant demande au notaire soussigné d'enregistrer la Résolution suivante:

Première et unique résolution

L'Associé Unique décide de modifier les Articles 12 et 14 des statuts de la Société dont la rédaction est la suivante:

« **Art. 12. Conseil de gérance.**

12.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés. La Société ne peut pas compter plus de cinq (5) gérants et chaque gérant sera nommé par une résolution unanime de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée des associés en accord avec l'article 14. La majorité des gérants devra résider au Luxembourg. Toute nomination d'un gérant en violation du présent article 12.1 sera nulle.

12.2 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

12.3 Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'associé unique ou par une résolution des associés à la majorité des votes lors d'une assemblée des associés en accord avec l'article 14.

12.4 Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

12.5 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

12.6 La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un des membres du conseil de gérance.

12.7 Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

12.8 Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

12.9 Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion. Le président ne dispose pas d'un second vote ou d'une voix déterminante.

12.10 Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

12.11 Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Les gérants seront conviés séparément pour chaque assemblée du conseil de gérance. Sauf en cas d'urgence, qui sera à spécifier dans les convocations ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer à l'assemblée, au moins huit (8) jours auparavant et par écrit. L'assemblée pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou dûment représentés.

12.12 Les réunions des gérants auront lieu à l'endroit, le jour et l'heure spécifiés dans les convocations sous condition que toutes les réunions soient tenues au Luxembourg. Les réunions tenues en-dehors du Luxembourg sont nulles.

12.13 Les réunions des gérants auront lieu tous les trimestres au moins.

12.14 Les convocations à une quelconque réunion des gérants peuvent être déclarées non nécessaires par l'accord écrit, par télécopie, télégramme, télex ou courrier électronique par chacun des gérants adressé aux autres membres du conseil de gérance. Une convocation séparée n'est pas nécessaire pour les réunions qui ont lieu à des endroits et des heures spécifiés dans une planification adoptée auparavant par une résolution du conseil de gérance.

12.15 Chaque gérant peut agir lors d'une réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par télécopie, télégramme, télex ou courrier électronique un autre gérant comme son représentant sous condition que le gérant qui est résident au Luxembourg ne peut pas désigner une personne qui ne réside pas au Luxembourg comme son représentant.

12.16 Un gérant, autre qu'un gérant qui réside hors du Luxembourg peut être désigné comme représentant d'un ou de plusieurs de ses collègues sous la condition néanmoins que la majorité des gérants présents à la réunion résident au Luxembourg.

12.17 Tout gérant peut participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires permettant l'identification de ce gérant et permettant aux personnes qui participent à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion est équivalente à une participation en personne à une telle réunion. Aucun gérant ne peut participer de cette manière s'il est physiquement situé aux Royaume-Uni et toute réunion ou un ou plusieurs gérants sont physiquement présents au Royaume-Uni n'aura pas de quorum et toute décision prise à une telle réunion sera nulle. Une réunion qui a lieu par ces moyens de communication sera considérée comme avoir eu lieu au siège au Luxembourg.

12.18 En cas de pluralité de gérants, le quorum pour toute réunion du conseil de gérance sera une majorité des gérants. Le conseil de gérance peut débattre valablement et prendre des décisions dans des réunions uniquement si le quorum requis est présent.

12.19. Toutes les décisions prises à une réunion du conseil de gérance sont à prendre à la majorité des gérants présents ou représentés par un mandataire désigné sous l'article 12.14

12.20 Un gérant qui a un intérêt personnel contraire à celui de la Société dans une question soumise pour approbation au conseil de gérance est obligé d'en informer le conseil de gérance et de faire inscrire sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas participer aux délibérations afférentes du conseil de gérance. A la prochaine assemblée des associés de la Société, avant un vote quelconque, les associés seront enformés en accord avec la Loi sur de tels cas ou un gérant à un intérêt personnel contraire à celui de la Société. La règle sur le conflit d'intérêt repris dans le présent article 12.20 ne s'applique pas si les décisions du conseil de gérance concernent des transactions conclues dans la marche ordinaire des affaires sur base des conditions du marché.

12.21 Sans préjudice des dispositions de l'article 12.19 aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société, entreprise ou entité ne pourra être affecté ou invalidé par le fait que un ou plusieurs gérants de la Société ont un intérêts personnel ou sont gérants, associés, dirigeants ou employés de toute société, entreprise ou autre entité avec la Société signera des contrats ou effectuera d'autres transactions (sauf avec l'accord écrit préalable de l'associé unique ou en cas de pluralité des associés, la décision des associés en assemblée en accord avec l'article 14), uniquement en raison de cette affiliation avec une telle société, entreprise ou entité à être empêché de débattre et de voter ou d'agir dans toute question en relation avec un tel contrat ou une telle transaction.

12.22 Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans les procès-verbaux et signées par deux gérants.

12.23 Aucune action de cet article 12 ne pourra être effectuée au Royaume-Uni et les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ne peuvent pas être préparés au Royaume-Uni.

12.24 Une décision écrite signée par tous les gérants est bonne et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenu. Une telle décision peut-être documentée dans un seul document ou plusieurs documents avec le même contenu et signés par tous les membres du conseil de gérance.»

« **Art. 14. Assemblées générales.**

14.1 Les assemblées générales des associés de la Société ont lieu sur demande de deux membres du conseil de gérance et, sujet aux présents Statuts, aux heures et endroits tels que requis par la Loi.

14.2 Une notification pour une assemblée générale des associés de la Société devra parvenir à chacun des associés pas plus tard que huit (8) jours avant cette réunion. Toutes les convocations aux assemblées des associés de la Société doivent comporter l'agenda de cette réunion. Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale de la Société et qu'ils estiment avoir été dûment informé de l'agenda de cette réunion, l'assemblée générale des associés de la Société peut avoir lieu sans convocation préalable.

14.3 Sauf comme prévu par les présents statuts, toutes les questions afférentes à l'assemblée générale des associés de la Société sont régies par la Loi.

14.4 Le quorum requis à toute assemblée générale des associés de la Société est comme suit:

14.4.1 en cas d'un associé unique, un (1); et

14.4.2 en cas de pluralité d'associés, deux (2) de ces associés présents en personne ou représentés

14.5 Tout associé de la Société pourra assister à une assemblée générale des associés de la Société en désignant par écrit, par télécopie, câble, télégramme, courrier électronique ou télex une autre personne comme son représentant n'ayant pas besoin d'être un associé.

14.6 Chaque part de la Société donne droit à un (1) vote à son propriétaire lors des assemblées générales des associés de la Société.

14.7 Sauf si autrement requis par la Loi ou les termes de l'article 14.8, les résolutions à une assemblée générale des associés de la Société en quorum dûment convoquée seront prises à la simple majorité des associés présents ou représentés et participant au vote.

14.8 La Société ne pourra pas sans accord de l'associé unique ou en cas de pluralité des associés, l'accord unanime de tous les associés:

14.8.1 modifier, augmenter, allouer, annuler, réduire, racheter, réorganisé, consolidé, diviser ou convertir le capital autorisé ou émis de la Société ou changer un quelconque droit attaché à toute action, ou

14.8.2 approuver toute variation ou modification des termes de ces statuts ou d'autres documents de constitution; ou

14.8.3 acquérir, acheter ou souscrire des actions, obligations, hypothèques ou titres (ou tout intérêt y afférent) dans une société, un trust ou tout organe; ou

14.8.4 tenir une réunion des associés ou envisager une transaction lors d'une telle assemblée s'il n'y a pas de quorum suivant les termes de ces statuts; ou

14.8.5 modifier ou restreindre les pouvoirs du conseil de gérance pour emprunter, donner des garanties ou créer des charges; ou

14.8.6 vendre des entreprises de la Société ou toute partie substantielle de celle-ci; ou

14.8.7 changer ou permettre le changement de la nature générale ou de la diversité de transactions; ou

14.8.8 prendre des mesures pour liquider la Société que ce soit pour des besoins de fusions ou de reconstruction ou autrement sauf en cas de procédure de liquidation judiciaire sur avis d'un liquidateur lorsque la liquidation est nécessaire pour des raisons d'insolvabilité de la Société; ou

14.8.9 utiliser le nom de UBERIOR EUROPE LIMITE ou BANK OF SCOTLAND; ou

14.8.10 faire quoi que ce soit dont la Loi exige l'approbation par tous les associés de la Société; ou

14.8.11 approuver l'adoption de toute variation aux termes des documents de constitution de toutes succursale détenue à cent pourcents par la Société;

14.8.12 faire un don politique ou charitable; ou

14.8.13 donner toute garantie, indemnité ou sûreté en relation avec les obligations d'une autre personne (autre qu'à une de ses succursales détenues à cent pourcents) ou permettre la subsistance ou l'alternance d'une telle garantie, indemnité ou sûreté ou fournir tout crédit (autre qu'un crédit transactionnel normal sur base des termes commerciaux raisonnables dans le cadre normal des affaires ou à une de ses succursales); ou

14.8.14 payer toute rémunération ou dépenses à une personne autre que pour la bonne rémunération de travail effectué ou des services rendus ou le bon remboursement de dépenses encourues en relation avec les affaires; ou

14.8.15 faire un prêt ou une avance (autre qu'à une de ses succursales détenues à cent pourcents); ou

14.8.16 créer une hypothèque ou charge sur une partie quelconque de son entreprise, propriété ou avoirs sauf suivant les termes d'une ligne de crédit, d'un accord de prêt ou d'un autre document approuvé par le conseil de gérance suivant l'article 14.8.24; ou

14.8.17 nommer un comité du conseil de gérance pour prendre toutes les décisions qui sont déterminante pour la Société autrement que lors d'une réunion du conseil de gérance; ou

14.8.18 établir ou varier les règles de tout partage de bénéfice, bonus ou plan d'entreprise ou tout plan d'avantages pour la Société, ou

14.8.19 encourir toute dépense ou dette ou autoriser, approuver ou permettre toute dépense ou dette en relation avec l'acquisition de toute entreprise ou avoirs quelconques de la Société pour un montant total de plus de € 100.000 dans un exercice quelconque; ou

14.8.20 entrer dans un contrat ou un arrangement à long terme pour une valeur de € 25.000 ou plus; ou

14.8.21 changer ou permettre de changer des termes de tout accord de gestion signé par la Société; ou

14.8.22 vendre ou disposer autrement de tout bien héréditaire ou détenu librement par la Société ou tout intérêt y afférent; ou

14.8.23 vendre tout part dans le capital de toute succursale détenue à cent pourcents par la Société; ou

14.8.24 emprunter toute somme ou encourir une dette dans la nature d'un emprunt; ou

14.8.25 donner ou consentir à l'approbation de toute question que la Société est amenée à approuver en sa capacité d'actionnaire, membre ou associé dans une de ses succursales détenues à cent pourcents; ou

14.8.26 approuver les termes d'une proposition d'investissement, d'une évaluation pour une transaction intérimaire, une transaction finale ou un plan d'entreprise en relation avec la Société ou une de ses succursales détenues à cent pourcents;

14.8.27 causer ou permettre une de ses succursales détenues à cent pourcents de faire une quelconque des actions mentionnées sous les articles 14.8.1 à 14.8. 26 (inclus) en substituant la référence à la Société avec la référence à cette succursale.

14.9 Une décision écrite signée par tous les associés de la Société est bonne et valable comme si cette décision avait été adoptée lors d'une réunion des associés de la Société dûment convoquée et tenue. Une telle décision écrite peut être documenté dans un seul document ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par tous les associés.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros (EUR 1,000.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2008. LAC/2008/5593. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008035229/5770/375.

(080037552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Bemt Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 92.570.

Le bilan au 30 avril 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2008.

Pour la société

PKF WEBER et BONTEMPS

Réviseur d'entreprises

Signatures

Référence de publication: 2008035648/592/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01903. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Hutchison Europe Telecommunications S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 74.649.

—
Acte constitutif au Mémorial C n ° 446 du 24 juin 2000

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035651/1580/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2008, réf. LSO-CN07751. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Hutchison 3G Italy Investments 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 107.536.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035649/1580/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2008, réf. LSO-CN07791. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Convoys Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 107.548.

—
Acte constitutif publié au Mémorial C n ° 886 du 13 septembre 2005

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035652/1580/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2008, réf. LSO-CN07798. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Schweitzer Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 24A, rue de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 64.416.

—
Die Bilanz am 31. Dezember 2003 ist beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

Unterschrift

Référence de publication: 2008035655/2951/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2008, réf. LSO-CO00702. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Abacchus Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 118.279.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président, à savoir la société MADAS S. à r. l., représentée par son représentant permanent Monsieur Alain Renard. La société MADAS S. à r. l. assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Luxembourg, le 2 novembre 2007.

ABACCHUS INVEST S.A.

LOUV S.à r.l. / MADAS S.à r.l.

Administrateur / Administrateur, Présidente du Conseil d'Administration

L. Mostade / A. Renard

Représentant Permanent / Représentant Permanent

Référence de publication: 2008035565/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01751. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Carling Lake Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 134.640.

In the year two thousand eight, on the first of February.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BALMAIN EUROPEAN RETAIL HOLDINGS S. à r.l., having its registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, R.C.S. Luxembourg B 114.485, with a subscribed shares capital of EUR 12,500.-, here represented by Mrs Corinne Petit, private employee, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given in Luxembourg on February 1st, 2008.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole partner of the private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg under the name of CARLING LAKE S. à r.l., having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich of November 27th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 173 of January 22nd, 2008. The by-laws have been amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg of January 9th, 2008, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The appearing party, acting in their above mentioned capacities, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the agenda of the meeting if the following:

1) Decision to modify the articles 12 and 14 of the Articles of Association of the Company.

After this had been set forth, the Company, now requests the undersigned notary to record the following resolution:

First and sole resolution

The sole partner of the Company resolved to modify the articles 12 and 14 of the Articles of Association of the Company so as to read as follows:

« Art. 12. Board of managers.

12.1 The Company shall be managed by one or more managers who need not to be shareholders. The managers shall not be more than five (5) in number and each manager shall be appointed by the unanimous resolution of the single partner, or by decision of the partners meeting in accordance with article 14. The majority of managers shall be resident in Luxembourg. Any appointment of a manager in breach of this article 12.1 shall be void.

12.2 If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers («conseil de gérance»).

12.3 The managers may be removed at any time, with or without cause, by a decision of the single partner or by a resolution of the partners holding a majority of votes at a partners meeting in accordance with article 14.

12.4 In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

12.5 All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

12.6 The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any of the members of the board of managers.

12.7 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his or its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

12.8 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

12.9 The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting. The chairman will not have a second or casting vote.

12.10 The board of managers may elect a secretary from among its members.

12.11 The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least eight (8) days' prior written notice of board meetings shall be given. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

12.12 The meetings of the board of managers shall be held at the place, the day and the hour specified in the convening notice, provided that all meetings shall be held in Luxembourg. Any meeting held outside Luxembourg shall be void.

12.13 Meetings of the board of managers shall be held at least every quarter.

12.14 Notice of any meeting of the board of managers may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail of each manager addressed to all other members of the board of managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

12.15 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail another manager as his proxy, provided that a manager who is resident in Luxembourg may not appoint a person who is not resident in Luxembourg as his proxy.

12.16 A manager, other than a manager who is resident outside of Luxembourg may be appointed as a proxy to represent one or more of his colleagues, under the condition however that the majority of managers present at the meeting are resident in Luxembourg.

12.17 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by video conference or by other similar means of communication allowing the identification of such manager and allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. No manager may participate in this way if that manager is physically present in the United Kingdom, and any meeting where one or more managers is physically present in the United Kingdom shall not be quorate and any decision taken at any such meeting shall be void. A meeting held by these means of communication shall be deemed to be held at the registered office in Luxembourg.

12.18 Where there is more than one manager, the quorum for any meeting of the board of managers shall be a majority of managers. The board of managers can validly debate and take decisions in meeting only if the requisite quorum is present.

12.19 All decisions at a meeting of the board of managers shall be taken by the majority of those managers present or represented by a proxy appointed under article 12.14.

12.20 A manager having a personal interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board of managers shall be obliged to inform the board of managers thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the board of managers. At the next meeting of partners of the Company, before votes are taken in any other matter, the partners shall be informed in accordance with the Law of those cases in which a manager had a personal interest contrary to that of the Company. The conflict of interest rule set forth in this article 12.20 does not apply if the decisions of the board of managers are related to transactions concluded in the ordinary course of business on market terms.

12.21 Notwithstanding the provisions of article 12.19, no contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers of the Company have a personal interest in, or are a manager, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any manager who is a manager or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall (except with the prior written consent of the sole

partner or, where there is more than one partner, the decision of the partners meeting in accordance with article 14), merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

12.22 The decisions of the board of managers will be recorded in minutes and signed by any two managers.

12.23 No actions in this article 12 may be completed in the United Kingdom, nor may minutes of meetings of the board of managers be prepared in the United Kingdom.

12.24 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.»

« **Art. 14. General meetings.**

14.1 General meetings of the partners of the Company shall meet upon call of any two members of the board of managers and, subject to these articles, at such other times and places as may be required by the Law.

14.2 Not less than eight (8) days' prior notice of a general meeting of the partners of the Company shall be given to each partner. All notices calling meetings of the partners of the Company must contain the agenda for such meetings. If all the partners of the Company are present or represented at the general meeting of the partners of the Company and if they state that they have been duly informed of the agenda of such meeting, general meeting of the partners of the Company may be held without prior notice.

14.3 Save as prescribed by these articles, all matters relating to general meetings of the partners of the Company shall be governed by the Law.

14.4 The quorum required at any general meeting of the partners of the Company shall be:

14.4.1 in the case of a sole partner, one (1); and

14.4.2 where there is more than one partner of the Company, any two (2) partners present in person or by proxy.

14.5 Any partner of the Company may attend a general meeting of partners of the Company by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, e-mail or telex as his proxy another person who need not be a partner.

14.6 At a general meeting of the partners of the Company, each share in the Company entitles its holder to one (1) vote.

14.7 Except as otherwise required by the Law or the terms of article 14.8, resolutions at a quorate general meeting of the partners of the Company duly convened will be passed by a simple majority of the partners present or represented and voting.

14.8 The Company shall not without the approval of the sole partner, or, where there is more than one partner of the Company, without the unanimous approval of all the partners:

14.8.1 alter, increase, allot, cancel, reduce, redeem, reorganise, consolidate, sub-divide or convert the authorised or issued share capital of the Company or vary any of the rights attaching to any shares; or

14.8.2 approve any variation or amendment to the terms of its articles of association or other constituent documents; or

14.8.3 acquire, purchase, or subscribe for any shares, debentures, mortgages or securities (or any interest therein) in any company, trust or any body; or

14.8.4 hold any meeting of the partners or purport to transact any business at any such meeting unless there shall be present a quorum in terms of these articles; or

14.8.5 alter any restriction on the powers of the board of managers to borrow, give guarantees or create charges; or

14.8.6 sell the undertaking of the Company or any substantial part thereof; or

14.8.7 change or permit a change in the general nature of or diversify the Business; or

14.8.8 take any steps to have the Company wound up whether for the purposes of amalgamation or reconstruction or otherwise unless a registered insolvency practitioner shall have advised that the Company requires to be wound up by reason of having become insolvent; or

14.8.9 use the name of UBERIOR EUROPE LIMITED or BANK OF SCOTLAND; or

14.8.10 do any thing which the Law requires be approved by all the partners of the Company; or

14.8.11 approve the adoption of or any variation to the terms of the constitutional documents of any wholly owned subsidiary of the Company; or

14.8.12 make any political gift or charitable donation; or

14.8.13 give any guarantee, indemnity or security in respect of the obligations of any other person (other than any of its wholly owned subsidiaries) or permit any such guarantee or indemnity or security to subsist or vary any such guarantee or indemnity or security or provide any credit (other than normal trade credit on commercially reasonable terms in the ordinary course of the Business or to any of its subsidiaries); or

14.8.14 pay any remuneration or expenses to any person other than as proper remuneration for work done or services provided or as proper reimbursement for expenses incurred in connection with the Business; or

14.8.15 make any loan or advance (other than to any of its wholly owned subsidiaries); or

14.8.16 create any mortgage or charge over any part of its undertaking, property or assets, save as pursuant to the terms of any facility arrangement, loan agreement or other documentation which has been approved by the partners pursuant to article 14.8.24; or

14.8.17 appoint any committee of the board of managers to take any decisions which are material to the Company otherwise than at a meeting of the board of managers; or

14.8.18 establish or vary the rules of any profit sharing, bonus or incentive scheme or any benefits scheme for the Company; or

14.8.19 incur any expenditure or liability or authorise, approve or permit any expenditure or liability to be incurred in respect of the acquisition of any business or capital asset whatsoever of the Company of an aggregate amount in excess of € 100,000.- in any financial year; or

14.8.20 enter into any contract or arrangement of a long term nature of a value of € 25,000.- or more; or

14.8.21 change or permit a change to the terms of any management agreement entered into by the Company; or

14.8.22 sell or otherwise dispose of any heritable or freehold or leasehold property or any interest therein; or

14.8.23 dispose of any share in the capital of any wholly owned subsidiary of the Company; or

14.8.24 borrow any money or incur any indebtedness in the nature of borrowing; or

14.8.25 give any consent or approve any matter which the Company is to provide its consent or approval in its capacity as a shareholder, member or partner of any of its wholly owned subsidiaries; or

14.8.26 approve the terms of any investment proposal, interim transaction appraisal, final transaction appraisal or business plan relative to the Company and/or any of its wholly owned subsidiaries; or

14.8.27 cause or permit any wholly owned subsidiary of the Company to do any of the things mentioned in articles 14.8.1 to 14.8.26 (inclusive), substituting reference to the Company with a reference to that wholly owned subsidiary.

14.9 A written decision signed by all the partners of the Company is proper and valid as though the decision had been adopted at a meeting of the partners of the Company duly convened and held. Such written decision may be documented in a single document or in several documents having the same content signed by all the partners.»

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder meeting are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit le premier février.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BALMAIN EUROPEAN RETAIL HOLDING S. à r.l., ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, R.C.S. Luxembourg B 114.485 ayant un capital souscrit de EUR 12.500,-, ici représentée par Madame Corinne Petit, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 1^{er} février 2008.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination CARLING LAKE S. à r.l., son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste («la société»), constituée suivant acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich le 27 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n^o 173 en date du 22 janvier 2008. Les statuts ont été modifiés suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg le 9 janvier 2008, mais pas encore publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. La partie comparante, agissant en sa qualité mentionnée ci-dessus, demande au notaire soussigné d'acter:

Que l'ordre du jour est le suivant:

1. Décision de modifier les Articles 12 et 14 des statuts de la Société.

Après avoir exposé l'ordre du jour, la Société maintenant demande au notaire soussigné d'enregistrer la Résolution suivante:

Première et unique résolution

L'Associé Unique décide de modifier les Articles 12 et 14 des statuts de la Société dont la rédaction est la suivante:

« **Art. 12. Conseil de Gérance.**

12.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés. La Société ne peut pas compter plus de cinq (5) gérants et chaque gérant sera nommé par une résolution unanime de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée des associés en accord avec l'article 14. La majorité des gérants devra résider au Luxembourg. Toute nomination d'un gérant en violation du présent article 12.1 sera nulle.

12.2 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

12.3 Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'associé unique ou par une résolution des associés à la majorité des votes lors d'une assemblée des associés en accord avec l'article 14.

12.4 Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

12.5 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

12.6 La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un des membres du conseil de gérance.

12.7 Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

12.8 Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

12.9 Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion. Le président ne dispose pas d'un second vote ou d'une voix déterminante.

12.10 Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

12.11 Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Les gérants seront conviés séparément pour chaque assemblée du conseil de gérance. Sauf en cas d'urgence, qui sera à spécifier dans les convocations ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer à l'assemblée, au moins huit (8) jours auparavant et par écrit. L'assemblée pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou dûment représentés.

12.12 Les réunions des gérants auront lieu à l'endroit, le jour et l'heure spécifiés dans les convocations sous condition que toutes les réunions soient tenues au Luxembourg. Les réunions tenues en-dehors du Luxembourg sont nulles.

12.13 Les réunions des gérants auront lieu tous les trimestres au moins.

12.14 Les convocations à une quelconque réunion des gérants peuvent être déclarées non nécessaires par l'accord écrit, par télécopie, télégramme, télex ou courrier électronique par chacun des gérants adressé aux autres membres du conseil de gérance. Une convocation séparée n'est pas nécessaire pour les réunions qui ont lieu à des endroits et des heures spécifiés dans une planification adoptée auparavant par une résolution du conseil de gérance.

12.15 Chaque gérant peut agir lors d'une réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par télécopie, télégramme, télex ou courrier électronique un autre gérant comme son représentant sous condition que le gérant qui est résident au Luxembourg ne peut pas désigner une personne qui ne réside pas au Luxembourg comme son représentant.

12.16 Un gérant, autre qu'un gérant qui réside hors du Luxembourg peut être désigné comme représentant d'un ou de plusieurs de ses collègues sous la condition néanmoins que la majorité des gérants présents à la réunion résident au Luxembourg.

12.17 Tout gérant peut participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires permettant l'identification de ce gérant et permettant aux personnes qui participent à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion est équivalente à une participation en personne à une telle réunion. Aucun gérant ne peut participer de cette manière s'il est physiquement situé aux Royaume-Uni et toute réunion ou un ou plusieurs gérants sont physiquement présents au Royaume-Uni n'aura pas de quorum et toute décision prise à une telle réunion sera nulle. Une réunion qui a lieu par ces moyens de communication sera considérée comme avoir eu lieu au siège au Luxembourg.

12.18 En cas de pluralité de gérants, le quorum pour toute réunion du conseil de gérance sera une majorité des gérants. Le conseil de gérance peut débattre valablement et prendre des décisions dans des réunions uniquement si le quorum requis est présent.

12.19. Toutes les décisions prises à une réunion du conseil de gérance sont à prendre à la majorité des gérants présents ou représentés par un mandataire désigné sous l'article 12.14

12.20 Un gérant qui a un intérêt personnel contraire à celui de la Société dans une question soumise pour approbation au conseil de gérance est obligé d'en informer le conseil de gérance et de faire inscrire sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas participer aux délibérations afférentes du conseil de gérance. A la prochaine assemblée des associés de la Société, avant un vote quelconque, les associés seront informés en accord avec la Loi sur de tels cas ou un gérant à un intérêt personnel contraire à celui de la Société. La règle sur le conflit d'intérêt repris dans le présent article 12.20 ne s'applique pas si les décisions du conseil de gérance concernent des transactions conclues dans la marche ordinaire des affaires sur base des conditions du marché.

12.21 Sans préjudice des dispositions de l'article 12.19 aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société, entreprise ou entité ne pourra être affecté ou invalidé par le fait que un ou plusieurs gérants de la Société ont un intérêt personnel ou sont gérants, associés, dirigeants ou employés de toute société, entreprise ou autre entité avec la Société signera des contrats ou effectuera d'autres transactions (sauf avec l'accord écrit préalable de l'associé unique ou en cas de pluralité des associés, la décision des associés en assemblée en accord avec l'article 14), uniquement en raison de cette affiliation avec une telle société, entreprise ou entité à être empêché de débattre et de voter ou d'agir dans toute question en relation avec un tel contrat ou une telle transaction.

12.22 Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans les procès-verbaux et signées par deux gérants.

12.23 Aucune action de cet article 12 ne pourra être effectuée au Royaume-Uni et les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ne peuvent pas être préparés au Royaume-Uni.

12.24 Une décision écrite signée par tous les gérants est bonne et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenu. Une telle décision peut-être documentée dans un seul document ou plusieurs documents avec le même contenu et signés par tous les membres du conseil de gérance.»

« Art. 14. Assemblées générales.

14.1 Les assemblées générales des associés de la Société ont lieu sur demande de deux membres du conseil de gérance et, sujet aux présents Statuts, aux heures et endroits tels que requis par la Loi.

14.2 Une notification pour une assemblée générale des associés de la Société devra parvenir à chacun des associés pas plus tard que huit (8) jours avant cette réunion. Toutes les convocations aux assemblées des associés de la Société doivent comporter l'agenda de cette réunion. Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale de la Société et qu'ils estiment avoir été dûment informé de l'agenda de cette réunion, l'assemblée générale des associés de la Société peut avoir lieu sans convocation préalable.

14.3 Sauf comme prévu par les présents statuts, toutes les questions afférentes à l'assemblée générale des associés de la Société sont régies par la Loi.

14.4 Le quorum requis à toute assemblée générale des associés de la Société est comme suit:

14.4.1 en cas d'un associé unique, un (1); et

14.4.2 en cas de pluralité d'associés, deux (2) de ces associés présents en personne ou représentés

14.5 Tout associé de la Société pourra assister à une assemblée générale des associés de la Société en désignant par écrit, par télécopie, câble, télégramme, courrier électronique ou télex une autre personne comme son représentant n'ayant pas besoin d'être un associé.

14.6 Chaque part de la Société donne droit à un (1) vote à son propriétaire lors des assemblées générales des associés de la Société.

14.7 Sauf si autrement requis par la Loi ou les termes de l'article 14.8, les résolutions à une assemblée générale des associés de la Société en quorum dûment convoquée seront prises à la simple majorité des associés présents ou représentés et participant au vote.

14.8 La Société ne pourra pas sans accord de l'associé unique ou en cas de pluralité des associés, l'accord unanime de tous les associés:

14.8.1 modifier, augmenter, allouer, annuler, réduire, racheter, réorganisé, consolidé, diviser ou convertir le capital autorisé ou émis de la Société ou changer un quelconque droit attaché à toute action, ou

14.8.2 approuver toute variation ou modification des termes de ces statuts ou d'autres documents de constitution; ou

14.8.3 acquérir, acheter ou souscrire des actions, obligations, hypothèques ou titres (ou tout intérêt y afférent) dans une société, un trust ou tout organe; ou

14.8.4 tenir une réunion des associés ou envisager une transaction lors d'une telle assemblée s'il n'y a pas de quorum suivant les termes de ces statuts; ou

14.8.5 modifier ou restreindre les pouvoirs du conseil de gérance pour emprunter, donner des garanties ou créer des charges; ou

14.8.6 vendre des entreprises de la Société ou toute partie substantielle de celle-ci; ou

14.8.7 changer ou permettre le changement de la nature générale ou de la diversité de transactions; ou

14.8.8 prendre des mesures pour liquider la Société que ce soit pour des besoins de fusions ou de reconstruction ou autrement sauf en cas de procédure de liquidation judiciaire sur avis d'un liquidateur lorsque la liquidation est nécessaire pour des raisons d'insolvabilité de la Société; ou

- 14.8.9 utiliser le nom de UBERIOR EUROPE LIMITE ou BANK OF SCOTLAND; ou
- 14.8.10 faire quoi que ce soit dont la Loi exige l'approbation par tous les associés de la Société; ou
- 14.8.11 approuver l'adoption de toute variation aux termes des documents de constitution de toutes succursale détenue à cent pourcents par la Société;
- 14.8.12 faire un don politique ou charitable; ou
- 14.8.13 donner toute garantie, indemnité ou sûreté en relation avec les obligations d'une autre personne (autre qu'à une de ses succursales détenues à cent pourcents) ou permettre la subsistance ou l'alternance d'une telle garantie, indemnité ou sûreté ou fournir tout crédit (autre qu'un crédit transactionnel normal sur base des termes commerciaux raisonnables dans le cadre normal des affaires ou à une de ses succursales); ou
- 14.8.14 payer toute rémunération ou dépenses à une personne autre que pour la bonne rémunération de travail effectué ou des services rendus ou le bon remboursement de dépenses encourues en relation avec les affaires; ou
- 14.8.15 faire un prêt ou une avance (autre qu'à une de ses succursales détenues à cent pourcents); ou
- 14.8.16 créer une hypothèque ou charge sur une partie quelconque de son entreprise, propriété ou avoirs sauf suivant les termes d'une ligne de crédit, d'un accord de prêt ou d'un autre document approuvé par le conseil de gérance suivant l'article 14.8.24; ou
- 14.8.17 nommer un comité du conseil de gérance pour prendre toutes les décisions qui sont déterminante pour la Société autrement que lors d'une réunion du conseil de gérance; ou
- 14.8.18 établir ou varier les règles de tout partage de bénéfice, bonus ou plan d'entreprise ou tout plan d'avantages pour la Société, ou
- 14.8.19 encourir toute dépense ou dette ou autoriser, approuver ou permettre toute dépense ou dette en relation avec l'acquisition de toute entreprise ou avoirs quelconques de la Société pour un montant total de plus de € 100.000,- dans un exercice quelconque; ou
- 14.8.20 entrer dans un contrat ou un arrangement à long terme pour une valeur de € 25.000,- ou plus; ou
- 14.8.21 changer ou permettre de changer des termes de tout accord de gestion signé par la Société; ou
- 14.8.22 vendre ou disposer autrement de tout bien héritable ou détenu librement par la Société ou tout intérêt y afférent; ou
- 14.8.23 vendre tout part dans le capital de toute succursale détenue à cent pourcents par la Société; ou
- 14.8.24 emprunter toute somme ou encourir une dette dans la nature d'un emprunt; ou
- 14.8.25 donner ou consentir à l'approbation de toute question que la Société est amenée à approuver en sa capacité d'actionnaire, membre ou associé dans une de ses succursales détenues à cent pourcents; ou
- 14.8.26 approuver les termes d'une proposition d'investissement, d'une évaluation pour une transaction intérimaire, une transaction finale ou un plan d'entreprise en relation avec la Société ou une de ses succursales détenues à cent pourcents;
- 14.8.27 causer ou permettre une de ses succursales détenues à cent pourcents de faire une quelconque des actions mentionnées sous les articles 14.8.1 à 14.8. 26 (inclus) en substituant la référence à la Société avec la référence à cette succursale.
- 14.9 Une décision écrite signée par tous les associés de la Société est bonne et valable comme si cette décision avait été adoptée lors d'une réunion des associés de la Société dûment convoquée et tenue. Une telle décision écrite peut être documenté dans un seul document ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par tous les associés.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2008, LAC/2008/5592. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008035231/5770/374.

(080037540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Carmatel Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 85.111.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement au siège social le 5 novembre 2007

- les mandats d'Administrateurs de Madame Ariane Vigneron, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, de Madame Corinne Bitterlich, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg et de Monsieur Serge Krancenblum, diplômé en M.B.A., demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013.

- le mandat de Commissaire aux Comptes la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013.

Fait à Luxembourg, le 5 novembre 2007.

Certifié sincère et conforme

CARMATEL HOLDING S.A.

C. Bitterlich / A. Vigneron

Administrateur / Administrateur, Présidente du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2008035563/795/23.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01749. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Atlas Telecom Interactive S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 53.802.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2007.

Pour ATLAS TELECOM INTERACTIVE S.A.

MERCURIA SERVICES

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2008035612/1005/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01920. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Serene Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 83.487.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035619/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01928. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Green Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 89.766.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035620/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01923. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

German Ground Lease Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 112.222.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008035623/1463/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2007, réf. LSO-CJ02695. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

American Express Financial Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 74, rue Muehlenweg.

R.C.S. Luxembourg B 10.515.

Extrait de la résolution du conseil d'administration adoptée le 1^{er} novembre 2006

Il résulte de ladite résolution que:

PricewaterhouseCoopers a été nommé en tant que réviseur d'entreprises avec effet au 1^{er} avril 2006. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006.

Luxembourg, le 22 février 2008.

Pour extrait conforme

A. Schmitt

Mandataire

Référence de publication: 2008035748/275/18.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2008, réf. LSO-CO01079. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Columbian Chemicals (Weifang) Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 678.884,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 119.647.

EXTRAIT

En date du 13 février 2008, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- la démission de M. Mark D. Breen en tant que gérant A est acceptée avec effet immédiat.

- M. Thomas Frey, avec adresse professionnelle au 160 Podbielskistrasse, D-30177 Hannover, a été nommé nouveau gérant A avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 25 février 2008.

F. Walenta.

Référence de publication: 2008035739/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01687. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Polka Real Estate Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.414.

In the year two thousand and eight, on the twentieth day of the month of February.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

CPI POLAND HOLDINGS S.à r.l., a company established and organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 25 B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.396 (CPI);

represented by Mr. Jérôme Bouclier, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 18 February 2008.

OBOCK LIMITED, a company established and organized under the laws of Gibraltar, having its registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar (OL);

represented by Mr. Jérôme Bouclier, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Gibraltar, on 18 February 2008.

I. The said proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing parties declare that they are the sole shareholders of POLKA REAL ESTATE HOLDINGS S.à r.l., a «société à responsabilité limitée» incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25 B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary in Luxembourg on 26 November 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 15 January 2008 under number 106 (the «Company»). The Company's articles of incorporation have not been amended since that date.

III. The appearing parties, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To create two (2) classes of shares: «A Ordinary Shares» and «B Ordinary Shares».
2. To consequently convert seventy-five share quotas (75) representing seventy-five percent of the share capital, with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, into seventy-five (75) A Ordinary Shares with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each.
3. To consequently convert twenty-five share quotas (25) representing twenty-five percent of the share capital, with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, into twenty-five (25) B Ordinary Shares with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each.
4. To fully restate the Company's articles of incorporation.
5. Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to create two (2) classes of shares: «A Ordinary Shares» and «B Ordinary Shares».

Second resolution

The general meeting resolves to consequently convert seventy-five share quotas (75) representing seventy-five percent of the share capital, with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, into seventy-five (75) A Ordinary Shares with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each.

Third resolution

The general meeting resolves to consequently convert twenty-five share quotas (25) representing twenty-five percent of the share capital, with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, into twenty-five (25) B Ordinary Shares with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each.

Fourth resolution

The general meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company, which shall forthwith be read as follows:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is formed a private limited liability company under the name POLKA REAL ESTATE HOLDINGS S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), by the present articles of association (hereafter the «Articles») as well as by the Shareholders' Agreement.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

However, the sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the «Connected Companies»). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital is fixed at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by seventy-five (75) A Ordinary Shares and twenty-five (25) B Ordinary Shares, with a nominal value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, all of which are fully paid up (the «Shares», each a Share).

The capital may be changed at any time by a decision of the single Shareholder (where there is only one Shareholder) or by a decision of the Shareholders' meeting, in accordance with Article 16 of the Articles.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

All Shares will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares Indivisibility. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

Shareholder A may not Transfer its A Ordinary Shares during the term referred to in Article 8.2 of the Shareholders' Agreement without prejudice to Article 8 except for a Transfer pursuant to Article 9 or except with the prior written consent of Shareholder B or unless the Transfer is a Permitted Transfer.

Shareholder B may not transfer its B Ordinary Shares during the term of the Shareholders' Agreement except for a Transfer pursuant to Article 8 and Article 9 of the Articles or except with the prior written consent of Shareholder A or unless the Transfer is a Permitted Transfer.

Each Shareholder shall procure that the Board of Managers only approves for registration a Transfer of Shares carried out in accordance with the Shareholders' Agreement and the Articles.

According to Article 189 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, any transfer of Shares to a person other than a Shareholder must be approved by Shareholders representing 3/4 of the share capital of the Company, provided that in case of a Permitted Transfer, Shareholder A and Shareholder B are deemed to have approved such transfer.

Art. 8. Drag along Rights. It is understood and agreed that only Shareholder A shall have the right to initiate a Transfer pursuant to this Article 8.

If, after the first anniversary of the date of the Shareholders' Agreement, Shareholder A wishes to sell all or part of its A Ordinary Shares (the «Offered Securities») other than pursuant to a Permitted Transfer then such Shareholder A shall give 45 Business Days written notice to the Shareholder B and shall consult with the Shareholder B regarding the proposed transfer.

If following such 45 Business Day period Shareholder A decides to proceed with the sale of the Offered Securities to a bona fide independent third party (the «Buyer») on arm's length terms then Shareholder A shall by notice given in writing to Shareholder B and to the Company (the «Sale Notice») set out all relevant details of the Buyer and the general terms on which the sale is expected to proceed and may accompany the Sale Notice by a further notice (the «Drag Notice») requiring Shareholder B to sell the same proportion of its B Ordinary Shares to the Buyer on terms which are no less favourable including as to price (on a per Share basis) that is applicable to the Shares being transferred by Shareholder A (the «Drag Along Right») as set out in the Sale Notice.

Completion of the sale of Shares pursuant to an exercise of the Drag Along Right shall take place at the same time, place and on terms no less favourable including as to price (on a per Share basis) as the sale of Shares by Shareholder A to the Buyer. The Shareholders agree that the proceeds for the Shares due pursuant to the previous provisions of this clause 8.4 shall be applied in accordance with the priority of Distributions set out in the Shareholders' Agreement as if such proceeds were Distributions. Should a dispute arise in relation to the Distributions, it shall be settled as set out in the Shareholders' Agreement.

Art. 9. Tag along Rights. If following delivery of a Sale Notice and unless Shareholder A has also delivered a Drag Notice, Shareholder B may, within 21 days of the Sale Notice, deliver a written notice to Shareholder A (the «Tag Along Notice») advising it that it wishes the Buyer to acquire the same proportion of its B Ordinary Shares. If Shareholder B has served a Tag Along Notice, Shareholder A will not transfer, or procure the transfer of, any A Ordinary Shares to the Buyer without first requiring the Buyer to acquire the same proportion of the B Ordinary Shares held by Shareholder B on terms no less favourable including as to price (on a per Share basis) as set out in the Sale Notice (the «Tag Along Right»).

If the Tag Along Right is exercised, no Shareholder will enter into any agreement, commitment or understanding with any person which has the effect of providing to any Shareholder consideration of greater value or terms which are more favourable than those in the Sale Notice. The sale of any B Ordinary Shares by Shareholder B or the relevant members of the Shareholder B Group (as the case may be) to the Buyer shall take place at the same time, place and on terms no less favourable (or which are consistent with the following provision of this clause) including as to the price (on a per Share basis) as the sale of A Ordinary Shares by the Shareholder A (or parties) or the relevant members of the Shareholder A Group (as the case may be) to the Buyer. The Shareholders agree that the proceeds for the Shares due pursuant to the previous provisions of this Article 9.2 shall be applied in accordance with the priority of Distributions set out in the Shareholders' Agreement as if such proceeds were Distributions. Should a dispute arise in relation to the Distributions, it shall be settled as set out in the Shareholders' Agreement.

In the event that the Shareholder B fails to comply with the requirements of this Article 9, the Shareholder A shall be entitled to sell all of their Shares without complying with the Shareholder B's Tag Along Right.

Chapter III. Management

Art. 10. Management. The Company is managed by up to four (4) manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers («conseil de gérance») (the «Board of Managers»).

Shareholder A shall be entitled from time to time to nominate for appointment at least four (4) persons out of which the general meeting of the Shareholders shall appoint three (3) Managers (the «A Managers») and Shareholder B shall be entitled from time to time to nominate for appointment at least two (2) persons out of which the general meeting of the Shareholders shall appoint one (1) Manager (the «B Manager»).

The general meeting of the Company will at all times be free to vote on any dismissal or suspension of any Manager, it being understood that (i) the right of a Shareholder to nominate a candidate for appointment to the Board includes the right to propose the dismissal or suspension of the Manager appointed in accordance with Article 10.2 of the Articles at

the nomination of that Shareholder and (ii) the provisions of Article 10.2 of the Articles shall apply equally to the replacement of a Manager.

The Managers shall not be entitled to any remuneration in their capacity as Managers of the Company.

Art. 11. Powers of the Sole Manager or of the Board of Managers. In dealing with third parties, the sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to Article 10 and Article 12 of these Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry, out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers. The Board has responsibility for the supervision and management of the Company and its business, but shall obtain the prior written consent of Shareholder A and Shareholder B before making a Substantial Acquisition.

The Board of Managers' approval is required for each of the following decisions:

- (a) agreeing on the annual Business Plan and any amendments thereto;
- (b) any member of the Company Group entering into or amending any lease contract with an annual gross rental value in excess of EUR 100,000.-;
- (c) any proposal to amend the Articles or other constitutional documents of the Company or SPVs;
- (d) material deviations by any member of the Company Group from the Business Plan including with regard to, but not limited to, property acquisitions, disposals, financings, lease contracts, entering into or varying the terms of contracts with a value of € 50,000.- or above, all capital expenditure above € 50,000.- and Distributions;
- (e) determining the amount of Distributable Cash at any time and whether or not to distribute;
- (f) the creation of any Encumbrance over any uncalled capital of, or any other asset of, any member of the Company Group or the giving of any guarantee, indemnity or security, or the entry into of any agreement or arrangement having a similar effect by any member of the Company Group or the assumption by any member of the Company Group of any liability, whether actual or contingent, in respect of any obligation of any person;
- (g) (to the extent permitted by law) the variation, creation, increase, re-organisation, consolidation, sub-division, conversion, reduction, redemption, repurchase, re-designation or other alteration of the authorised or issued share or loan capital of any member of the Company Group or the variation, modification, abrogation or grant of any rights attaching to any such share or loan capital except, in each case, as may be expressly required by Shareholders' Agreement;
- (h) (to the extent permitted by law) the entry into or creation by any member of the Company Group of any agreement, arrangement or obligation requiring the creation, allotment, issue, Transfer, redemption or repayment of, or the grant to a person of the right (conditional or not) to require the creation, allotment, issue, Transfer, redemption or repayment of, a share in the capital of any member of the Company Group (including, without limitation, an option or right of pre-emption or conversion) except, in each case, as may be expressly required or permitted by the Shareholders' Agreement;
- (i) (to the extent permitted by law) the reduction, capitalisation, repayment or distribution of any amount standing to the credit of the share capital, share premium account, capital redemption reserve or any other reserve of any member of the Company Group, or the reduction of any uncalled liability in respect of partly paid shares of any member of the Company Group;
- (j) (to the extent permitted by law) to pass any resolution for the dissolution or winding up of any Company Group;
- (k) the alteration of the accounting reference date of any member of the Company Group or the alteration of the accounting policies except as required by law or applicable regulation;
- (l) the entry by any member of the Company Group into any partnership or joint venture arrangement with any person;
- (m) any member of the Company Group incurring or refinancing, or the entry by any member of the Company Group into any agreement or facility to obtain or refinance, any borrowing or any other indebtedness or liability in the nature of borrowing (including, without limitation, Third Party Finance and amendments to the Facility Agreement);
- (n) forming any subsidiary or acquire shares in any company or participate in, or terminate any participation in, any partnership, joint venture or like arrangement;
- (o) the issue of any Call Notice;
- (p) the disposal of any Property or shares in an SPV;
- (q) entering into and renewing the Management Agreement;
- (r) entering into the Brokerage Agreement (as defined in the Shareholders' Agreement); and
- (s) any member of the Company Group entering into or amending any contract (other than the lease) with a value above EUR 50,000.-.

Art. 12. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole Manager, bound by the sole signature of the sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of one A Manager and one B Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a sole Manager, by the sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 13. Delegation and Agent of the Sole Manager or of the Board of Managers. The sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 14 Meeting of the Board of Managers. Meetings of the Board of Managers shall be properly convened by one A Manager and one B Manager with not less than seven Business Days' notice (or on a shorter period of notice if at least one A Manager and one B Manager agree so in writing and are in the opinion that the interest of the Company be likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such Board meeting were not dealt with as a matter of urgency) and such notice shall be accompanied by an agenda specifying in reasonable detail the matters to be raised at the meeting and copies of any papers to be discussed at the meeting.

Properly convened Board of Managers meetings may be held at such times as may be determined by the Board of Managers and in any event not less than four times annually at the Company's principal place of business in Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine (if possible under applicable law).

The post of chairman of the Board of Managers (the «Chairman») shall always be held by an A Manager. If the Chairman is not present at any meeting of the Board of Managers, the A Managers present may appoint another A Manager to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented including at least one A Manager and one B Manager. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority including at least one A Manager voting in favour.

An A Manager or a B Manager who may not attend to a meeting may appoint in writing or by telegram or telefax or email or letter any other Manager (except a manager representing the other party) to represent him at the meeting and vote in his place as his proxy holder.

Meetings of the Board of Managers may be held by video-conferencing equipment and conference to the extent permitted by applicable law and to an extent which does not adversely affect the tax position of a Shareholder and the Company provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. General Meeting of Shareholders

Art. 15. Powers of the General Meeting of Shareholder(s) - Votes. If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his Shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

Chapter V. Business year

Art. 16. Business Year. The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. Distribution Right of Shares. The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed as set out in the Shareholders' Agreement.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

Notwithstanding the preceding provisions, the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s). Such interim distributions are subject to the ultimate decision of the Shareholder(s) on a majority vote by Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI. Liquidation

Art. 18. Dissolution and Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 19. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Definitions

Art. 20. Definitions. Unless otherwise defined in the Articles:

A Manager has the meaning ascribed to it under Article 10.2.

Article means an article of the present Articles.

B Manager has the meaning ascribed to it under Article 10.2.

Board of Managers has the meaning ascribed to it under Article 10.1.

Business Day means any day (other than a Saturday or Sunday) when banks in London and Luxembourg are open for the transaction of normal business;

Business Plan means an annual business plan for the members of the Company Group prepared by the Manager setting out a five years budget as described in the Shareholders' Agreement.

Buyer has the meaning ascribed to it under Article 8.3. of these Articles.

Call Notice has the meaning ascribed to it under the Shareholders' Agreement.

Company Group means the Company and the SPV and «member of the Company Group» shall be construed accordingly.

Disposal means a sale of any interest in the Company, the SPVs, or all, or any part, of the Properties.

Distributable Cash means in respect of each of the Company and the SPVs, all of the cash available to them after taking into account, according to present and future requirements outlined in the Business Plan:

- (i) working capital requirements;
- (ii) requirements to service Third Party Finance;
- (iii) taxes and regulatory fees payable; and
- (iv) capital expenditure reserves;

which may be distributed by it in accordance with applicable law and in compliance with any contractual undertaking which they have given in relation to Third Party Finance or otherwise and, for the avoidance of doubt, to the extent such cash may lawfully be distributed through repayment of Shareholder Loan or interest thereon, such distribution shall be regarded as being in compliance with applicable law notwithstanding that such cash could not be distributed lawfully by means of a dividend.

Distribution means a payment to Shareholders or to the relevant member of the Shareholder A Group or the Shareholder B Group (as the case may be) other than a payment in respect of the Asset Management Fee, the Acquisition

Savings Fee or the Brokerage Fee (as defined in the Shareholders' Agreement) but including any payment arising in respect of the following: -

- (i) payment of principal and interest on any Shareholder Loan (whether from the SPVs or Company);
 - (ii) payment of any dividend on any Shares;
 - (iii) payment on any redemption of any Shares; and
 - (iv) any return of capital on any Shares (including in the case of liquidation),
- and «Distributed» shall be construed accordingly.

Drag Along Right means the right described under Article 8 of the Articles.

Encumbrance means a mortgage, charge, pledge, lien, option, restriction, right of first refusal, right of pre-emption, third party right or interest, other encumbrance or security interest of any kind, or another type of agreement or arrangement having similar effect.

Group means in relation to a company (wherever incorporated), that company, any company of which it is a Subsidiary (its holding company) and any other Subsidiaries of any such holding company; and each company in a Group is a member of the Group.

Managers means collectively the A Managers and B Manager.

Offered Securities has the meaning ascribed to it under Article 8.2. of these Articles.

Permitted Transfer means a transfer of relevant Shares to a member of Shareholder A Group or a member of Shareholder B Group at the time of transfer.

Properties has the meaning ascribed to it under the Shareholders' Agreement.

Sale Notice has the meaning ascribed to it under Article 8.3. of these Articles.

Shares has the meaning ascribed to it under Article 5.1. of the Articles.

Shareholder means an A Shareholder or a B Shareholder, collectively, the «Shareholders»;

Shareholder A means the holder of the A Ordinary Shares i.e. CPI POLAND HOLDINGS S.à r.l., a company established and organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 25 B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.396 or, at any time, any transferee or buyer of the A Ordinary Shares (each individually referred as a «Shareholder A»).

Shareholders' Agreement means a shareholders' agreement as may be entered into from time to time between the Shareholders, the Company and certain other parties.

Shareholder A Group means Shareholder A Group, i.e. means in relation to Shareholder A, any person directly or indirectly controlling, controlled by or under common (direct or indirect) control with Shareholder's A from time to time and shall include, for the avoidance of doubt, any fund or entity sponsored or managed by CITIGROUP INC. or any of its affiliates from time to time, or any entity owned or controlled by any such fund or entity;

Shareholder B means the holder of the B Ordinary Shares, i.e. OBOCK LIMITED, a company established and organized under the laws of Gibraltar, having its registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar or any of its affiliates from time to time, or any entity owned or controlled by any such fund or entity;

Shareholder B Group means, in relation to the Shareholder B, any person directly or indirectly controlling, controlled by or under common (direct or indirect) control with the Shareholder B from time to time and shall include Mr. Fabrice Varoqui, and «member of the Shareholder B Group» shall be construed accordingly.

Shareholder B Related Party Agreements means any agreement or arrangement of any kind (whether or not legally enforceable) between the Company or the SPVs and any member of the Shareholder B Group.

Shareholder Loans means the loans which may be made from time to time by the Shareholders to the Company.

SPVs has the meaning ascribed to it under the Shareholders' Agreement.

Subsidiary means in relation to a company (wherever incorporated) (the holding company), any other company in which the holding company (or a person acting on its behalf) directly or indirectly holds or controls either:

- (a) a majority of the voting rights exercisable at general meetings of the shareholders of the company; or
- (b) the right to appoint or remove managers (or equivalent) having a majority of the voting rights exercisable at meetings of the board of managers of the company, and any company which is a Subsidiary of another company is also a Subsidiary of that company's holding company. Unless the context otherwise requires, the application of the definition of Subsidiary to any company at any time shall apply to that company as it is at that time.

Substantial Acquisition means the purchase of any real estate with a value in excess of EUR 500,000.- or which would take the aggregate value of all such real estate purchases over such amount (for the avoidance of doubt this excludes capital and revenue expenditure on any of the Properties).

Tag Along Notice has the meaning ascribed to it under Article 9.1. of these Articles.

Tag Along Right has the meaning ascribed to it under Article 9.1. of these Articles.

Third Party Finance means, in relation to the Company Group, any indebtedness in the nature of borrowing to a person not being a member of a Shareholder Group save where that indebtedness relates to a back-to-back deposit arrangement.

Transfer means, in relation to any share or any legal or beneficial interest in any share, to:

- (a) sell, assign, transfer or otherwise dispose of it;
- (b) create or permit to subsist any Encumbrance over it;
- (c) direct (by way of renunciation or otherwise) that another person should, or assign any right to, receive it;
- (d) enter into any agreement in respect of the votes or any other rights attached to the share; or
- (e) agree, whether or not subject to any condition precedent or subsequent, to do any of the foregoing; and Transferred shall be construed accordingly.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at two thousand Euro.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy holder, in its above stated capacity, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendacht, am zwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

CPI POLAND HOLDINGS S.à r.l., eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht mit ihrem Geschäftssitz in 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 134.396 (CPI);

vertreten durch Herrn Jérôme Bouclier, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg auf Grund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 18. Februar 2008.

OBOCK LIMITED, eine Gesellschaft nach dem Recht von Gibraltar mit ihrem Geschäftssitz in 57/63 Line Wall Road, Gibraltar (OL);

vertreten durch Herrn Jérôme Bouclier, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg auf Grund einer Vollmacht, ausgestellt in Gibraltar am 18. Februar 2008.

I. Die erteilten Vollmachten bleiben diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

II. Die Erschienenen erklären, dass sie die einzigen(alleinigen) Gesellschafter von POLKA REAL ESTATE HOLDINGS S.à r.l., einer «société à responsabilité limitée» nach Luxemburgischen Recht mit ihrem Geschäftssitz in 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, gegründet auf Grund einer notariellen Urkunde des unterzeichnenden Notars in Luxemburg am 26. November 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 15. Januar 2008 unter der Nummer 106 sind (die «Gesellschaft»). Die Satzung der Gesellschaft wurde seitdem nicht mehr geändert.

III. Die Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis anerkannt, dass sie umfassend über die der Tagesordnung zugrundeliegenden Beschlüsse informiert wurden:

Agenda:

1. Begründung zweier (2) Anteilsklassen: «Stammanteile A» und «Stammanteile B».

2. Infolgedessen die Umwandlung von fünfundsiebzig (75) Anteilsquoten, die fünfundsiebzig Prozent des Grundkapitals verkörpern, mit einem Nennwert von je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), in fünfundsiebzig (75) Stammanteile A mit einem Nennwert von jeweils hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

3. Infolgedessen die Umwandlung von fünfundzwanzig (25) Anteilsquoten, die fünfundzwanzig Prozent des Grundkapitals verkörpern, mit einem Nennwert von je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), in fünfundzwanzig (25) Stammanteile B mit einem Nennwert von je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

4. Vollständige Umformulierung der Satzung der Gesellschaft.

5. Verschiedenes.

und haben den unterzeichneten Notar gebeten die folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, zwei (2) Anteilsklassen zu schaffen: «Stammanteile A» und «Stammanteile B».

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt infolgedessen die Umwandlung von fünfundsiebzig (75) Anteilsquoten, die fünfund-
siebzig Prozent des Grundkapitals verkörpern, mit einem Nennwert von je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), in
fünfundsiebzig (75) Stammanteile A mit einem Nennwert von je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt infolgedessen die Umwandlung von fünfundzwanzig (25) Anteilsquoten, die fünfundzwanzig Prozent des Grundkapitals verkörpern, mit einem Nennwert von je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), in fünfundzwanzig (25) Stammanteile B mit einem Nennwert von jeweils hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft vollständig umzuformulieren, die fortan wie folgt lautet:

Kapitel I. Rechtsform, Name, Geschäftssitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Rechtsform, Firma. Es ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Firma POLKA REAL ESTATE HOLDINGS S.à r.l. errichtet, die dem ein solches Unternehmen betreffenden Recht unterliegen wird (nachfolgend «Gesellschaft»), und insbesondere dem Recht vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils geänderten Fassung (nachfolgend «Recht»), der vorliegenden Satzung (nachfolgend «Satzung») sowie der Anteilseignervereinbarung.

Art. 2. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

Er kann auf jedweden sonstigen Ort im Großherzogtum Luxemburg mittels eines Beschlusses einer außerordentlichen Hauptversammlung ihrer Anteilseigner verlegt werden, die auf die in der Satzung für Änderungen vorgesehene Art und Weise beraten. Es sind jedoch der einzige Geschäftsführer, bzw. bei mehreren Geschäftsführern, der Vorstand der Gesellschaft, berechtigt, den Geschäftssitz der Gesellschaft innerhalb der Stadt Luxemburg zu verlegen.

Art. 3. Gegenstand. Der Gegenstand der Gesellschaft besteht in dem Erwerb von Unternehmensbeteiligungen, Kapitalbeteiligungen und sonstigen Anteilen jeglicher Art, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, und der Verwaltung solcher Unternehmensbeteiligungen, Kapitalbeteiligungen und sonstigen Anteilen. Die Gesellschaft ist berechtigt insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Umtausch oder auf jede andere Weise, Aktien, Gesellschaftsanteile und andere Wertpapierbeteiligungen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel und im allgemeinen jedes Wertpapier und Finanzinstrument, dass von irgendeiner öffentlichrechtlichen oder privatrechtlichen Rechtsperson ausgehen wurde, zu erwerben. Die Gesellschaft ist berechtigt, Kredite jedweder Art, außer durch öffentliches Angebot, aufzunehmen. Die Gesellschaft ist ferner berechtigt, nur durch sogenannte Private Placements, Wechsel, Anleihen, Obligationen sowie jegliche Art von Nichtdividendenwerten und/oder Dividendenwerten. Die Gesellschaft ist berechtigt Finanzmittel, einschließlich der Erträge aus Darlehensaufnahmen und/oder anderen verbrieften Verbindlichkeiten ihren Tochtergesellschaften oder Unternehmen, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, selbst, wenn diese unwesentlich ist, oder jedweder Gesellschaft, die ein direkter oder indirekter Anteilseigner der Gesellschaft ist bzw. jedweder angegliederten Gesellschaft, die zum gleichen Konzern, wie die Gesellschaft gehört, Kredite zu gewähren (nachfolgend als «Verbundene Unternehmen» bezeichnet). Sie ist ferner berechtigt, Garantien zu geben und Sicherheiten zu gewähren zugunsten Dritter um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer Verbundenen Unternehmen zu sichern. Ferner ist die Gesellschaft berechtigt ihr Gesamtes oder eine Teil ihres Aktivvermögens zu verpfänden, zu übertragen, zu belasten oder anderweitig eine Sicherheit hierüber zu begründen.

Die Gesellschaft ist weiterhin berechtigt, in den Erwerb und die Verwaltung eines Depots mit Patentrechten und/oder anderem geistigem Eigentumsrechten jeder Natur und jedwedem Ursprungs zu investieren.

Die Gesellschaft ist im allgemeinen berechtigt, zu dem Zweck einer effizienten Verwaltung ihrer Investitionen jede Maßnahme und jedes Mittel einzusetzen, darunter auch Maßnahmen und Mittel die dafür bestimmt sind die Gesellschaft vor Kredit-, Wechselkurs-, Zinssatzgefahren und anderen Gefahren zu schützen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, jedes gewerbliche und finanzielle Geschäft bezüglich direkter oder indirekter Investitionen in bewegliches Eigentum und Immobilien zu tätigen, einschließlich aber nicht ausschließlich des Erwerbes, der Inhaberschaft, der Vermietung, der Verpachtung, des Leasings, der Wohnungsvermietung, der Teilung, der Inanspruchnahme, der Wiedergewinnung, der Entwicklung, der Verbesserung, der Bestellung, der Bebauung, des Verkaufes oder anderweitiger Übertragung, Beleihung, Verpfändung oder anderweitiger Belastung des beweglichen Eigentums oder der Immobilie.

Die obenstehende Beschreibung ist in dem weitesten Sinne zu verstehen und die oben aufgeführte Aufzählung ist nicht abschließend.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für einen unbestimmten Zeitraum errichtet.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Grundkapital. Das Grundkapital ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt, vertreten durch fünfundsiebzig (75) Stammanteile A und fünfundzwanzig (25) Stammanteile B mit einem Nennwert von jeweils hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), die sämtlich vollständig eingezahlt sind («Anteile», einzeln ein «Anteil»).

Das Kapital kann jederzeit durch einen Beschluss eines einzigen Anteilseigner (wenn nur ein Anteilseigner besteht) oder durch einen Beschluss der Anteilseignerversammlung im Einklang mit Artikel 16 der Satzung geändert werden.

Zusätzlich zu dem Firmenkapital kann ein Prämienkonto eingerichtet werden, auf das jedweder auf jedweden Anteil gezahlte Aufschlag überwiesen wird. Der Betrag des bezeichneten Prämienkontos steht dem/den Anteilseigner(n) zur freien Verfügung.

Sämtliche Anteile verfügen über die gleichen Rechte.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Anteile im Rahmen der von Rechts wegen festgelegten Grenzen übergehen.

Art. 6. Unteilbarkeit der Anteile. In Bezug auf die Gesellschaft sind die Anteile unteilbar, da lediglich ein Halter pro Anteil zulässig ist. Gemeinsame Miteigentümer werden eine einzige Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

Art. 7. Übertragung der Anteile. Im Falle eines einzigen Anteilseigners sind die durch den einzigen Anteilseigner gehaltenen Anteile frei übertragbar.

Anteilseigner A darf seine Stammanteile A nicht während des in Artikel 8.2 der Anteilseignervereinbarung bestimmten Zeitraumes übertragen, ohne gegen Artikel 8 zu verstoßen, außer im Falle einer Übertragung gemäß Artikel 9 oder außer im Falle der vorherige schriftliche Zustimmung des Anteilseigners B oder im sofern die Übertragung nicht eine Genehmigte Übertragung ist.

Anteilseigner B darf seine Stammanteile B nicht während der Laufzeit der Anteilseignervereinbarung übertragen, abgesehen von einer Übertragung gemäß Artikel 8 und Artikel 9 der Satzung oder vorbehaltlich der vorherigen schriftlichen Zustimmung von Anteilseigner A oder in dem Fall, dass die Übertragung eine Genehmigte Übertragung ist.

Die Anteilseigner werden jeweils erwirken, dass der Vorstand lediglich die Eintragung einer Übertragung von Anteilen genehmigt, die im Einklang mit der Anteilseignervereinbarung und der Satzung erfolgt.

Gemäß § 189 des luxemburgischen Rechts über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils geänderten Fassung, ist jedwede Übertragung von Anteilen an eine Person, mit Ausnahme eines Anteilseigners, durch die Anteilseigner zu genehmigen, die 3/4 des Grundkapitals der Gesellschaft vertreten, vorausgesetzt, dass für den Fall einer Genehmigten Übertragung davon ausgegangen wird, dass Anteilseigner A und Anteilseigner B diese Übertragung genehmigt haben.

Art. 8. Mitverkaufsrechte. Es wird vorausgesetzt und vereinbart, dass lediglich Anteilseigner A berechtigt ist, eine Übertragung gemäß dieses Artikels 8 auszulösen.

Falls Anteilseigner A nach dem ersten Jahrestag des Datums der Ausfertigung der Anteilseignervereinbarung seine Stammanteile A ganz oder teilweise verkaufen möchte («Angebotene Wertpapiere»), ausgenommen gemäß einer Genehmigten Übertragung, wird dieser Anteilseigner A Anteilseigner B mit einer Frist von 45 Werktagen schriftlich hierüber in Kenntnis setzen und sich mit Anteilseigner B bezüglich der geplanten Übertragung beraten.

Beschließt Anteilseigner A nach Ablauf dieses Zeitraums von 45 Werktagen, den Verkauf der Angebotenen Wertpapieren an einen gutgläubigen, unabhängigen Dritten («Käufer») zu Marktbedingungen zu tätigen, wird Anteilseigner A durch schriftliche Mitteilung an Anteilseigner B und die Gesellschaft («Verkaufsmittelung») sämtliche relevanten Angaben des Käufers und die allgemeinen Bedingungen anführen, zu denen der Verkauf erfolgen soll, und ist berechtigt, der Verkaufsmittelung eine weitere Mitteilung beizufügen («Mitverkaufsmittelung»), die Anteilseigner B auffordert, den gleichen Teil seiner Stammanteile B an den Käufer zu Bedingungen zu verkaufen, die nicht weniger vorteilhaft sind, einschließlich im Hinblick auf den Preis (auf einer Anteilsgrundlage), der auf die durch Anteilseigner A zu übertragenden Anteile anwendbar ist («Mitverkaufsrecht»), wie in der Verkaufsmittelung dargelegt.

Der Abschluss des Verkaufs von Anteilen gemäß einer Ausübung des Mitverkaufsrechts erfolgt zur gleichen Zeit, am gleichen Ort und zu den Bedingungen, die nicht weniger vorteilhaft sind, einschließlich im Hinblick auf den Preis (auf einer Anteilsgrundlage), wie der Verkauf von Anteilen durch Anteilseigner A an den Käufer. Die Anteilseigner vereinbaren, dass die Erlöse für die gemäß der vorhergehenden Bestimmung dieser Klausel 8.4 fälligen Anteile in Übereinstimmung mit der Priorität der in dem Anteilseignervereinbarung dargelegten Ausschüttungen ausgewiesen werden, als ob diese Erlöse Ausschüttungen wären. Bei Entstehen einer Streitigkeit in Bezug auf die Ausschüttungen ist diese wie im Anteilseignervereinbarung dargelegt, beizulegen.

Art. 9. Mitnahmerechte. Nach Zustellung einer Verkaufsmittelung und vorbehaltlich der Zustellung einer Mitverkaufsmittelung seitens Anteilseigner A ist Anteilseigner B berechtigt, innerhalb von 21 Tagen nach Zustellung der Verkaufsmittelung, eine schriftliche Mitteilung an Anteilseigner A zu senden («Mitnahmemittelung») unter Angabe dessen, dass er möchte, dass der Käufer den gleichen Teil seiner Stammanteile B erwirbt. Hat Anteilseigner B eine Mitnahmemittelung zugestellt, wird Anteilseigner A keine Stammanteile A an den Käufer übertragen oder deren Übertragung erwirken, ohne vom Käufer zuerst zu fordern, den gleichen Teil der durch Anteilseigner B gehaltenen Stammanteile B zu Bedingungen zu erwerben, die nicht weniger vorteilhaft sind, einschließlich im Hinblick auf dem Preis (auf einer Anteilsbasis), wie in der Verkaufsmittelung dargelegt («Mitnahmerecht»).

Bei Ausübung des Mitnahmerechts wird kein Anteilseigner eine Vereinbarung, Verpflichtung oder Zusage mit jedweder Person tätigen, aus denen sich jedwede Anteilseignervergütung von höherem Wert oder zu Bedingungen ergibt, die vorteilhafter sind, als diejenigen in der Verkaufsmittelung. Der Verkauf jedweder Stammanteile B durch Anteilseigner B bzw. die betreffenden Mitglieder des Konzerns von Anteilseigner B an den Käufer erfolgt zur gleichen Zeit, am gleichen Ort und zu Bedingungen, die nicht weniger vorteilhaft sind (oder die der folgenden Bestimmung dieser Klausel entsprechen), einschließlich im Hinblick auf den Preis (auf einer Anteilsbasis), wie der Verkauf von Stammanteilen A durch Anteilseigner A (oder Parteien) bzw. die betreffenden Mitglieder des Konzerns von Anteilseigner A an den Käufer. Die Anteilseigner vereinbaren, dass die Erlöse für die gemäß den vorhergehenden Bestimmungen dieses Artikels 9.2 fälligen

Anteile in Übereinstimmung mit der Priorität der in der Anteilseignervereinbarung dargelegten Ausschüttungen erfolgen, als ob diese Erlöse Ausschüttungen wären. Bei Entstehen einer Streitigkeit in Bezug auf die Ausschüttungen ist dieser wie in der Anteilseignervereinbarung dargelegt, beizulegen.

Erfüllt Anteilseigner B nicht die Anforderungen dieses Artikels 10, ist Anteilseigner A berechtigt, seine sämtlichen Anteile ohne Beachtung des Mitnahmerechts von Anteilseigner B zu verkaufen.

Kapitel III. Geschäftsführung

Art. 10. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird durch bis zu vier (4) Geschäftsführer geleitet, die durch einen Beschluss des/der Anteilseigner(s) ernannt werden. Bei mehreren Geschäftsführern werden diese einen Vorstand bilden («conseil de gérance») («Vorstand»).

Anteilseigner A ist berechtigt, zu gegebener Zeit zumindest vier (4) Personen zur Wahl vorzuschlagen, von denen die Anteilseigner-Hauptversammlung drei (3) Geschäftsführer («Geschäftsführer A») ernennen wird, und Anteilseigner B ist berechtigt, zu gegebener Zeit zumindest zwei (2) Personen zur Wahl vorzuschlagen, - von denen die Anteilseigner-Hauptversammlung einen (1) Geschäftsführer («Geschäftsführer B») ernennen wird.

Der Hauptversammlung der Gesellschaft wird es jederzeit freistehen, im Hinblick auf jedwede Abberufung oder Absetzung eines jedweden Geschäftsführers abzustimmen, wobei vorausgesetzt wird, dass (i) das Recht eines Anteilseigners, einen Kandidaten zur Wahl in den Vorstand zu nominieren, das Recht beinhaltet, die Abberufung oder Absetzung der in Übereinstimmung mit Artikel 10.2 der Satzung auf Vorschlag dieses Anteilseigners ernannten Geschäftsführer vorzuschlagen, und (ii) die Bestimmungen von Artikel 10.2 der Satzung gelten in gleicher Weise für den Austausch eines Geschäftsführers.

Die Geschäftsführer sind nicht berechtigt, eine Vergütung in ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft zu erhalten.

Art. 11. Befugnisse des einzigen Geschäftsführers oder des Vorstandes. Bei Verhandlungen mit Dritten haben der einzige Geschäftsführer bzw. bei mehreren Geschäftsführern, der Vorstand, unbeschadet Artikel 10 und Artikel 12 dieser Satzung, sämtliche Befugnisse, namens der Gesellschaft unter sämtlichen Umständen zu handeln sowie sämtliche Handlungen und Transaktionen im Einklang mit den Gegenständen der Gesellschaft, und vorausgesetzt, dass die Bedingungen dieses Artikels zu beachten sind, auszuführen und zu genehmigen.

Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Recht oder diese Satzung der Anteilseigner-Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des einzigen Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern, des Vorstands. Der Vorstand ist für die Aufsicht und Verwaltung der Gesellschaft und ihrer Geschäftstätigkeit zuständig, wird jedoch die vorherige schriftliche Zustimmung von Anteilseigner A und Anteilseigner B einholen, bevor eine Wesentliche Übernahme erfolgt.

Die Genehmigung des Vorstands wird jeweils für die folgenden Beschlüsse benötigt:

- (a) Verabschiedung des jährlichen Unternehmensplans und jedweder diesbezüglichen Änderungen;
- (b) Abschluss oder Änderung eines jedweden Mietvertrages seitens eines jedweden Mitglieds der Unternehmensgruppe mit einem jährlichen Bruttomietwert von mehr als € 100.000,-;
- (c) jedweden Vorschlag auf Änderung der Satzung oder sonstige verfassungsrechtliche Unterlagen der Gesellschaft oder SPVs (Anmerkung: der Beschluss, die Änderung der Satzung zu genehmigen, obliegt lediglich der Anteilseigner-Hauptversammlung);
- (d) wesentliche Abweichungen vom Unternehmensplan durch jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, einschließlich im Hinblick auf, aber ohne Beschränkung auf, Eigentumserwerb, -Veräußerungen, Finanzierungen, Mietverträge, Abschluss oder Änderung der Bedingungen von Verträgen mit einem Wert von € 50.000,- oder mehr, sämtliche Investitionen von mehr als € 50.000,- sowie Ausschüttungen;
- (e) Bestimmung der Höhe der Verteilungsfähigen Barmittel zu jedwedem Zeitpunkt und Entscheidung über deren Ausschüttung;
- (f) Schaffung einer jedweden Belastung über jedwede ausstehenden Einlagen, jedwedes sonstigen Vermögenswerts eines jedweden Mitglieds der Unternehmensgruppe, bzw. Gewährung einer jedweden Garantie, Entschädigung oder Sicherheit bzw. Abschluss einer jedweden Vereinbarung oder Vergleichs mit einer vergleichbaren Folge durch jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, oder Übernahme jedweder Haftung durch jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, unabhängig davon, ob tatsächlich oder bedingt, in Bezug auf jedwede Verpflichtung jedweder Person;
- (g) (soweit durch das Recht zulässig) Veränderung, Schaffung, Erhöhung, Umstrukturierung, Konsolidierung, Unterteilung, Umwandlung, Verringerung, Einlösung, Rückkauf, Neubezeichnung oder sonstige Veränderung des genehmigten oder ausgegebenen Anteils oder Darlehenskaptals jedwedes Mitglieds der Unternehmensgruppe, bzw. Veränderung, Modifizierung, Abschaffung oder Gewährung jedweder jedwedem solchen Anteil oder Darlehenskapital anhaftenden Rechte, jeweils vorbehaltlich einer ausdrücklichen Anforderung durch die Anteilseignervereinbarung;
- (h) (soweit durch das Recht zulässig) Abschluss oder Schaffung jedweder Vereinbarung, Vergleich oder Verpflichtung durch jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, die eine Schaffung, Zuweisung, Ausgabe, Übertragung, Einziehung oder Rückzahlung eines bzw. Gewährung des Rechts an einen Dritten (mit Vorbehalt oder ohne) fordert, um die Schaffung, Zuweisung, Ausgabe, Übertragung, Einziehung oder Rückzahlung eines Anteils am Kapital jedwedes Mitglieds der Unter-

nehmensgruppe zu fordern (einschließlich u. a. einer Option oder eines Prioritätsrechts oder einer Umwandlung), jeweils vorbehaltlich einer ausdrücklichen Anforderung oder Genehmigung durch die Anteilseignervereinbarung;

(i) (soweit durch das Recht zulässig) Verringerung, Kapitalisierung, Rückzahlung oder Verteilung eines jedweden sich im Guthaben des Grundkapitals, des Anteils-Prämienkontos, der Kapitaltilgungsrücklage oder jedweder sonstigen Rücklage eines jedweden Mitglieds der Unternehmensgruppe befindlichen Anteils, bzw. Verringerung jedweder ausstehenden Haftung in Bezug auf teilweise gezahlte Anteile jedwedes Mitglieds der Unternehmensgruppe;

(j) (soweit durch das Recht zulässig) Fassung eines jedweden Beschlusses in Bezug auf die Auflösung oder Abwicklung jedweder Unternehmensgruppe;

(k) Veränderung des Buchhaltungsreferenzdatums jedwedes Mitglieds der Unternehmensgruppe oder Veränderung der Buchhaltungsgrundsätze, vorbehaltlich einer Anforderung durch das Recht oder eine anwendbare Bestimmung;

(l) Abschluss einer jedweder Partnerschaft oder Jointventurevereinbarung mit jedweder Person;

(m) jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, welches eine jedwede Vereinbarung oder Fazilität eingeht bzw. refinanziert, bzw. der diesbezügliche Abschluss durch jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, um jedwede Kreditaufnahme oder jedwede sonstige Verschuldung oder Verbindlichkeit im Rahmen einer Kreditaufnahme zu erhalten bzw. zu refinanzieren (einschließlich u. a. Drittfinanzierung und Änderungen des Kreditvertrages);

(n) Bildung jedweder Tochtergesellschaft oder Erwerb von Anteilen an jedweder Gesellschaft bzw. Beteiligung an jedweder Partnerschaft, Joint Venture oder vergleichbaren Vereinbarung bzw. der Kündigung jedweder Beteiligung;

(o) Ausstellung jedweder Tilgungsankündigung;

(p) Veräußerung jedwedes Vermögens oder Anteile an einem SPV;

(q) Abschluss und Verlängerung des Geschäftsführungsvertrages; und

(r) Abschluss einer Maklergeschäftsvereinbarung (wie definiert in der Anteilseignervereinbarung); und

(s) jedwedes Mitglied der Unternehmensgruppe, welches einen jedweden Vertrag abschließt oder ändert (mit Ausnahme des Mietvertrages) mit einem Wert über € 50.000,-.

Art. 12. Vertretung der Gesellschaft. Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft, im Falle eines einzigen Geschäftsführers, durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführer gebunden, bzw. im Falle mehrerer Geschäftsführer, durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers A und eines Geschäftsführers B bzw. durch die Unterschrift jedweder Person, an welche diese Befugnis übertragen werden kann, im Falle eines einzigen Geschäftsführers, durch den einzigen Geschäftsführer, bzw. im Falle mehrerer Geschäftsführer, durch jedweden den Vorstand.

Art. 13. Bevollmächtigung und Vertreter des einzigen Geschäftsführers oder Vorstandes. Der einzige Geschäftsführer ist, bzw. im Falle mehrerer Geschäftsführer, ist der Vorstand berechtigt, seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben auf einen oder mehrere Ad hoc-Vertreter übertragen.

Der einzige Geschäftsführer wird, bzw. im Falle mehrerer Geschäftsführer, wird der Vorstand die Verantwortlichkeiten und Vergütung (ggf.), die Dauer des Vertretungszeitraums und jedwede sonstigen relevanten Bedingungen dieser Vertretung eines jedweden solchen Vertreters bestimmen.

Art. 14. Vorstandssitzungen. Vorstandssitzungen sind ordnungsgemäß durch einen Geschäftsführer A und einen Geschäftsführer B mit einer Vorabmitteilung von mindestens sieben Werktagen einzuberufen (bzw. einer kürzeren Einberufungsfrist, wenn dem zumindest ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B schriftlich zustimmen und der Ansicht sind, dass die Interessen der Gesellschaft wahrscheinlich auf wesentliche Art und Weise nachteilig beeinträchtigt werden würden, wenn das auf dieser Vorstandssitzung zu behandelnde Geschäft nicht als Dringlichkeitsfall behandelt werden würde), und dieser Mitteilung wird eine Tagesordnung beigefügt, in der angemessen ausführlich die auf der Sitzung zu erörternden Punkte angeführt sowie Kopien jedweder auf der Sitzung zu besprechenden Unterlagen enthalten sind.

Ordnungsgemäß einberufene Vorstandssitzungen können zu den Zeiten abgehalten werden, die durch den Vorstand bestimmt werden, und in keinem Fall weniger als vier Mal im Jahr am Hauptgeschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem sonstigen Ort, den der Vorstand zu gegebener Zeit bestimmen kann (falls gemäß dem anwendbaren Recht zulässig).

Der Posten des Vorstandsvorsitzenden («Vorsitzender») wird stets durch einen Geschäftsführer A gehalten. Ist der Vorsitzende auf jedweder Vorstandssitzung nicht anwesend, ist der anwesende Geschäftsführer A berechtigt, einen sonstigen Geschäftsführer A zu ernennen, damit dieser als Vorsitzender im Rahmen der Sitzung handelt.

Der Vorstand ist berechtigt, ohne vorherige Mitteilung rechtsgültig zu beraten und Beschlüsse zu fassen, wenn sämtliche Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und auf die Einberufungsanforderungen und -formalitäten verzichtet haben.

Der Vorstand kann lediglich in dem Fall rechtsgültig beraten und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, einschließlich zumindest eines Geschäftsführers A und eines Geschäftsführers B. Beschlüsse des Vorstands sind durch eine einfache Mehrheit anzunehmen, einschließlich zumindest eines Geschäftsführer A, der dafür stimmt.

Ein Geschäftsführer A oder ein Geschäftsführer B, die an einer Sitzung nicht teilnehmen, können schriftlich oder per Telegramm, Telefax, E-Mail oder Brief jedweden sonstigen Geschäftsführer ernennen (ausgenommen des Geschäftsfüh-

ners A, der die jeweils andere Partei vertritt), um ihn auf der Sitzung zu vertreten und an seiner Stelle als sein Bevollmächtigter abzustimmen.

Vorstandssitzungen können mittels Videokonferenzenanlagen und -konferenz abgehalten werden, soweit dies durch das anwendbare Recht zulässig ist und soweit diese nicht die steuerliche Stellung eines Anteilseigners und der Gesellschaft nachteilig beeinträchtigen, vorausgesetzt, dass jeder teilnehmende Geschäftsführer in der Lage ist, sämtliche sonstigen teilnehmenden Geschäftsführer zu hören und von diesen gehört zu werden, unabhängig von dem Einsatz dieser Technologie, und jeder teilnehmende Geschäftsführer gilt als anwesend und per Video oder Telefon stimmberechtigt.

Ein schriftlicher Beschluss, unterzeichnet durch sämtliche Geschäftsführer, ist ordnungsgemäß und rechtsgültig, als ob er auf einer Vorstandssitzung gefasst worden wäre, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten worden wäre. Dieser Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in einzelnen gesonderten Dokumenten mit dem gleichen Inhalt und durch sämtliche Vorstandsmitglieder unterzeichnet niedergeschrieben sein.

Das Protokoll einer Vorstandssitzung ist durch sämtliche auf der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu unterzeichnen. Auszüge sind durch jedweden Geschäftsführer oder durch jedwede durch jedweden Geschäftsführer während einer Vorstandssitzung ernannte Person zu bestätigen.

Kapitel IV. Hauptversammlung

Art. 15. Befugnisse der Anteilseigner- Hauptversammlung - Abstimmungen. Bei lediglich einem Anteilseigner übernimmt der einzige Anteilseigner sämtliche der Anteilseigner-Hauptversammlung verliehenen Befugnisse und trifft die Beschlüsse schriftlich.

Im Falle mehrerer Anteilseigner ist jeder Anteilseigner berechtigt, an gemeinsamen Beschlüssen, unabhängig von der Anzahl der Anteile, die er hält, teilzunehmen. Jeder Anteilseigner verfügt über Stimmrechte entsprechend seiner Beteiligung. Gemeinsame Beschlüsse sind lediglich dann rechtsgültig gefasst, wenn Anteilseigner, die mehr als die Hälfte des Grundkapitals halten, diese annehmen.

Beschlüsse zur Änderung der Satzung können jedoch lediglich durch die Mehrheit (in der Anzahl) der Anteilseigner gefasst werden, die mindestens dreiviertel des Grundkapitals der Gesellschaft halten, vorbehaltlich jedweder sonstigen Bestimmungen des Rechts.

Sind sämtliche Anteilseigner anwesend oder vertreten, können sie auf jedwede Einberufungsformalitäten verzichten und die Sitzung kann rechtsgültig ohne vorherige Mitteilung abgehalten werden.

Bei weniger als fünfundzwanzig Anteilseignern kann jeder Anteilseigner den Text der zu fassenden Beschlüsse erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Ein Anteilseigner kann auf einer Anteilseignerversammlung durch schriftliche Ernennung (oder per Fax, E-Mail oder jedwede gleichartigen Mittel) eines Anwalts, der kein Anteilseigner sein muss, vertreten werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird der Abschluss der Gesellschaft durch den einzigen Geschäftsführer, oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, durch den Vorstand und den einzigen Geschäftsführer festgestellt, und erarbeitet der Vorstand im Falle mehrerer Geschäftsführer eine Bestandsaufnahme, einschließlich der Angabe des Werts der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Jeder Anteilseigner ist berechtigt, die vorstehende Bestandsaufnahme und die Bilanz am Geschäftssitz der Gesellschaft einzusehen.

Art. 17. Anteils-Ausschüttungsansprüche. Die Erlöse in Bezug auf ein Geschäftsjahr stellen nach Abzug der allgemeinen und betrieblichen Aufwendungen, Gebühren und Abschreibungen den Nettoerlös der Gesellschaft für diesen Zeitraum dar.

Von dem auf diese Art und Weise bestimmten Nettoerlös sind fünf Prozent abzuziehen und einer gesetzlichen Rücklage zuzuweisen. Dieser Abzug ist nicht mehr zwingend, wenn der Betrag des gesetzlichen Rücklagefonds ein Zehntel des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht.

Soweit die Mittel der Gesellschaft für Ausschüttung zur Verfügung stehen und soweit durch das Recht und diese Satzung zulässig, werden der einzige Geschäftsführer, oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand die für die Ausschüttung anzuweisenden verfügbaren Barmittel bestimmen, wie in der Anteilseignervereinbarung dargelegt.

Der Beschluss, Fonds auszuschütten und die Bestimmung der Höhe dieser Ausschüttung, erfolgen durch einen Mehrheitsbeschluss der Anteilseigner.

Unbeschadet der vorherigen Bestimmungen sind der einzige Geschäftsführer, oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand berechtigt, zu beschließen, Abschlagsdividenden an den/die Anteilseigner zu zahlen. Diese Abschlagsdividenden unterliegen der endgültigen Entscheidung der Anteilseigner durch Mehrheitsbeschluss der Anteilseigner vor Ende des Geschäftsjahres auf der Grundlage einer Abrechnung, in der ausgewiesen wird, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung verfügbar sind, wobei vorausgesetzt wird, dass (i) der auszuschüttende Betrag nicht die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres ggf. erzielten Gewinne übersteigen darf, erhöht um die Gewinnvorträge und verteilungsfähigen Rücklagen, jedoch vermindert um die Verlustvorträge und einer Rücklage zuzuweisende Summen, die gemäß dem Recht

oder dieser Satzung zu bilden ist, und dass (ii) diese ausgeschütteten Summen, die nicht den tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, durch den/die Anteilseigner zu erstatten sind.

Kapitel VI. Liquidation

Art. 18. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft ist nicht auf Grund von Tod, Aussetzung der Bürgerrechte, Insolvenz oder Konkurs eines einzigen Anteilseigners oder einer der Anteilseigner aufzulösen.

Die Liquidation der Gesellschaft ist durch die Anteilseignerversammlung in Übereinstimmung mit den anwendbaren Rechtsvorschriften zu beschließen.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Konkursverwalter durchgeführt, die Anteilseigner oder keine Anteilseigner sind, und durch den Anteilseigner ernannt werden, der deren Befugnisse und Vergütung festlegen wird.

Kapitel VII. Anwendbares recht

Art. 19. Anwendbares Recht. Es wird auf die Bestimmungen des Rechts für sämtliche Sachverhalte verwiesen, für die in dieser Satzung keine spezifische Bestimmung besteht.

Begriffsbestimmungen

Art. 20. Begriffsbestimmungen. Vorbehaltlich einer anderweitigen Definition in der Satzung:

Angebotene Wertpapiere hat die ihnen gemäß Artikel 8.2. dieser Satzung zugewiesene Bedeutung.

Anteile haben die ihnen gemäß Artikel 5.1. der Satzung zugewiesene Bedeutung.

Anteilseigner bezeichnet einen Anteilseigner A oder einen Anteilseigner B, gemeinsam als «Anteilseigner» bezeichnet;

Anteilseigner A bezeichnet den Halter der Stammanteile A, d. h. CPI POLAND HOLDINGS S.à r.l., eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht, mit Geschäftssitz in 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, eingetragen ins Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 134.396 oder, jederzeit, jedweden Übernehmer oder Käufer der Stammanteile A (jeweils einzeln als «Anteilseigner A») bezeichnet.

Anteilseigner B bezeichnet den Halter der Stammanteile B, d. h. OBOK LIMITED, eine Gesellschaft nach dem Recht von Gibraltar, mit Geschäftssitz in 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, oder jedwede ihrer verbundenen Unternehmen zu gegebener Zeit, bzw. jedwedes sich im Eigentum oder unter der Kontrolle dieses jedweden Fonds oder Unternehmens befindliches Unternehmen;

Anteilseignerdarlehen bezeichnet die Darlehen, die zu gegebener Zeit durch den Anteilseigner an die Gesellschaft getätigt werden können.

Anteilseignervereinbarung bezeichnet eine Anteilseignervereinbarung, die zu gegebener Zeit zwischen dem/den Anteilseigner(n), der Gesellschaft und bestimmten sonstigen Parteien abgeschlossen werden kann.

Artikel bezeichnet einen Artikel der vorliegenden Satzung.

Ausschüttung bezeichnet eine Zahlung an die Anteilseigner oder das betreffende Mitglied der Gruppe des Anteilseigners A bzw. der Gruppe des Anteilseigners B, ausgenommen einer Zahlung in Bezug auf die Vermögensverwaltungsgebühr, die Abschlussrücklagengebühr oder die Maklerprovision (wie in der Anteilseignervereinbarung definiert), jedoch einschließlich jedweder Zahlung, die in Bezug auf Folgendes entsteht:

Zahlung der Darlehenssumme und Zinsen auf jedwedes Anteilseignerdarlehen (unabhängig davon, ob von den SPVs oder der Gesellschaft);

(i) Zahlung jedweder Dividende auf jedwede Anteile;

(ii) Zahlung im Hinblick auf jedwede Einziehung jedweder Anteile; und

(iii) jedwede Kapitalerträge im Hinblick auf jedwede Anteile (einschließlich im Falle der Liquidation),

und «Ausgeschüttet» ist entsprechend auszulegen.

Belastung bezeichnet eine Grundsuld, Hypothek, Pfandrecht, Zurückbehaltungsrecht, Option, Beschränkung, Vorkaufrecht, Prioritätsrecht, Recht oder Beteiligung Dritter, eine sonstige Belastung oder ein Sicherungsrecht jedweder Art, oder eine andere Art von Vertrag oder Vereinbarung mit vergleichbarer Wirkung.

Finanzierung Dritter bezeichnet, in Bezug auf die Unternehmensgruppe, jedwede Verschuldung in Form einer Kreditaufnahme an eine Person, die kein Mitglied einer Anteilseignergruppe ist, es sei denn, diese Verschuldung bezieht sich auf eine gegenseitige Einlagevereinbarung.

Genehmigte Übertragung bezeichnet eine Übertragung der relevanten Anteile an ein Mitglied der Gruppe des Anteilseigners A oder ein Mitglied der Gruppe des Anteilseigners B zum Zeitpunkt der Übertragung.

Geschäftsführer A hat die ihm gemäß Artikel 10.2 zugewiesene Bedeutung.

Geschäftsführer B hat die ihm gemäß Artikel 10.2 zugewiesene Bedeutung.

Geschäftsführer bezeichnet gemeinsam die Geschäftsführer A und Geschäftsführer B.

Gruppe bezeichnet in Bezug auf eine Gesellschaft (unabhängig vom Ort ihrer Errichtung), diese Gesellschaft, jedwede Gesellschaft, deren Tochtergesellschaft sie ist (ihre Holdinggesellschaft) und jedwede sonstigen Tochtergesellschaften jedweder solchen Holdinggesellschaft; und jede Gesellschaft in einer Gruppe ist Mitglied der Gruppe.

Gruppe des Anteilseigners A bezeichnet die Gruppe des Anteilseigners A, d. h. bezeichnet in Bezug auf Anteilseigner A, jedwede Person, die zu gegebener Zeit direkt oder indirekt kontrolliert, kontrolliert wird oder sich unter gemein-

schaftlicher (direkter oder indirekter) Kontrolle mit dem Anteilseigner A befindet, und umfasst, zur Vermeidung von Missverständnissen, jedweden durch CITIGROUP INC. oder jedwede ihrer verbundenen Unternehmen zu gegebener Zeit finanzierten oder verwalteten Fonds oder Unternehmen, oder jedwedes sich im Eigentum oder unter der Kontrolle dieses jedweden Fonds oder Unternehmens befindliches Unternehmen;

Gruppe des Anteilseigners B bezeichnet, in Bezug auf Anteilseigner B, jedwede Person, die zu gegebener Zeit direkt oder indirekt kontrolliert, kontrolliert wird oder sich unter gemeinschaftlicher (direkter oder indirekter) Kontrolle mit dem Anteilseigner B befindet, und umfasst Herrn Fabrice Varoqui, und «Mitglied der Gruppe des Anteilseigners B» ist entsprechend auszulegen.

Käufer hat die ihm gemäß Artikel 8.3. dieser Satzung zugewiesene Bedeutung.

Mitverkaufsrecht bezeichnet das in Artikel 8 der Satzung beschriebene Recht.

Mitnahmemitteilung hat die ihr gemäß Artikel 9.1. dieser Satzung zugewiesene Bedeutung.

Mitnahmerecht hat die ihm gemäß Artikel 9.1. dieser Satzung zugewiesene Bedeutung.

SPVs hat die ihnen im Rahmen der Anteilseignervereinbarung zugewiesene Bedeutung.

Tilgungsankündigung hat die ihr im Rahmen der Konsortialvertrag zugewiesene Bedeutung.

Tochtergesellschaft bezeichnet in Bezug auf eine Gesellschaft (unabhängig vom Ort ihrer Errichtung) (die Holdinggesellschaft) jedwede sonstige Gesellschaft, an der die Holdinggesellschaft (oder eine in ihrem Namen handelnde Person) direkt oder indirekt Folgendes entweder hält oder kontrolliert:

- (a) Mehrheit der auf den Hauptversammlungen der Anteilseigner der Gesellschaft ausübenden Stimmrechte; oder
- (b) Recht zur Ernennung oder Absetzung von Geschäftsführern (oder vergleichbaren Personen), die über eine Mehrheit der auf den Vorstandssitzungen der Gesellschaft ausübenden Stimmrechten verfügen, und jedwede Gesellschaft, die eine Tochtergesellschaft einer sonstigen Gesellschaft ist, ist ebenfalls eine Tochtergesellschaft der Holdinggesellschaft dieser Gesellschaft.

Soweit der Kontext nicht etwas anderes fordert, gilt die Begriffsbestimmung einer Tochtergesellschaft einer jedweden Gesellschaft jederzeit auf diese Gesellschaft, wie sie zu diesem Zeitpunkt besteht.

Übertragung bezeichnet, in Bezug auf jedweden Anteil oder jedwede rechtliche oder wirtschaftliche Beteiligung an jedwedem Anteil:

- (a) diesen zu verkaufen, abzutreten, zu übertragen oder anderweitig hierüber zu verfügen;
- (b) jedwede Belastung hierauf zu schaffen oder deren Weiterbestehen zulassen;
- (c) anzuweisen (durch Verzicht oder anderweitig), dass ein Dritter diesen erhalten soll oder jedwedes Recht hieran an diesen Dritten abzutreten;
- (d) jedwede Vereinbarung im Hinblick auf die Stimm- oder jedwede sonstigen diesem Anteil anhaftenden Rechte abzuschließen; oder
- (e) sich zu verpflichten, unabhängig davon, ob vorbehaltlich einer jedweden aufschiebenden oder auflösenden Bedingung, keine der vorstehenden Handlungen vorzunehmen; und **Übertragen** ist entsprechend auszulegen.

Unternehmensgruppe bezeichnet die Gesellschaft und die SPV und «Mitglied der Unternehmensgruppe» ist entsprechend auszulegen.

Unternehmensplan bezeichnet einen durch die Geschäftsführer ausgearbeiteten jährlichen Unternehmensplan für die Mitglieder der Unternehmensgruppe, in dem ein Fünfjahresbudget ausgewiesen wird, wie in der Anteilseignervereinbarung dargelegt.

Veräußerung bezeichnet einen Verkauf jedweder Beteiligung an der Gesellschaft, den SPVs oder sämtlicher bzw. eines Teils der Vermögenswerte.

Vereinbarungen Verbundener Parteien von Anteilseigner B bezeichnet jedweden Vertrag oder Vereinbarung jedweder Art (unabhängig davon, ob rechtlich erzwingbar oder nicht) zwischen der Gesellschaft oder den SPVs und jedwedem Mitglied der Gruppe des Anteilseigners B.

Vermögenswerte haben die ihnen im Rahmen der Anteilseignervereinbarung zugewiesene Bedeutung.

Verkaufsmitteilung hat die ihr gemäß Artikel 8.3. dieser Satzung zugewiesene Bedeutung.

Verteilungsfähige Barmittel bezeichnet in Bezug auf jede Gesellschaft und die SPVs sämtliche ihnen zur Verfügung stehenden Barmittel nach Berücksichtigung der bestehenden und zukünftigen Anforderungen, die in dem Unternehmensplan dargelegt sind:

- (i) Betriebskapitalanforderungen;
- (ii) Anforderungen an die Bedienung der Drittfinanzierung;
- (iii) zahlbare Steuern und gesetzliche Gebühren; und
- (iv) Investitionsrücklagen;

die durch sie in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht und in Beachtung jedweder vertraglichen Verpflichtung in Bezug auf die Drittfinanzierung oder anderweitig ausgeschüttet werden können, und, zur Vermeidung von Missvers-

tändnissen, soweit diese Barmittel rechtmäßig durch Rückzahlung des Anteilseignerdarlehens oder diesbezüglichen Zinsen ausgeschüttet werden können, wobei diese Ausschüttung als mit dem anwendbaren Recht übereinstimmend gilt, unbeschadet dessen, dass diese Barmittel rechtmäßig nicht mittels einer Dividende ausgeschüttet werden konnten.

Vorstand hat die ihm gemäß Artikel 10.1 zugewiesene Bedeutung.

Werktag bezeichnet jedweden Tag (außer Samstag oder Sonntag), an dem die Banken in London und Luxemburg für den normalen Geschäftsverkehr geöffnet sind;

Wesentliche Übernahme bezeichnet den Kauf jedwedes unbeweglichen Vermögens mit einem Wert von mehr als EUR 500.000,- bzw. der den Gesamtwert dieser gesamten Käufe des unbeweglichen Vermögens über diesen Betrag bringen würde (zur Vermeidung von Missverständnissen sind hierin Investitions- und Erlösaufwand im Hinblick auf die Vermögenswerte ausgeschlossen).

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, wird auf zwei tausend Euro geschätzt.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache kennt, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gehalten ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle vom Abweichen der englischen von der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt

Und nach Vorlesung diese Dokumentes an die Vollmachtinhaber, in ihrer oben erwähnten Vertretungsmacht, dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand, Wohnort bekannt, hat dieselbe Person zusammen mit dem Notar diese Originalurkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Bouclier, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2008, LAC/2008/7763. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2008.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008035279/211/867.

(080037247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

ITC Holding, International Trust Company Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 9, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 91.562.

L'an deux mille huit, le onze février.

Par-devant Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbrück,

s'est réunie l'assemblée du conseil d'administration de la société anonyme INTERNATIONAL TRUST COMPANY HOLDING S.A. en abrégé I.T.C. HOLDING S.A. (matr: 2001 40 03 550) ayant son siège social à L-9911 Troisvierges, 9, rue de Drinklange;

constituée suivant acte reçu par Maître Urbain Tholl, notaire de résidence à Mersch, en date du 29 juin 2001, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, page 58906 de l'année 2001,

inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous le numéro B 91.562;

L'assemblée est composée de:

1) La société WEPAS HOLDING AG, (matr. 1996 40 09 409) inscrite au registre de commerce et des Sociétés sous le numéro B 93.280) ayant son siège social à L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.

2) La société EAST-WEST CONSULTING COMPANY S.A. (matr: 2002 22 06 649) inscrite au registre de commerce et des Sociétés sous le numéro B 86.556 ayant son siège social à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

Toutes les deux représentées ici par leur administrateur-délégué, Monsieur Ivan Crab, administrateur de sociétés, demeurant à H-2634 Nagyörzsöny, né le 14 septembre 1960 à Louvain en Belgique, pouvant engager les deux sociétés par sa signature unique;

3) Monsieur Eric Luijben, employé privé, demeurant à NL-7912 TP Nieuwerood, Noorderhoofdiep 24, ici représenté par Monsieur Ivan Crab, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée à Diekirch le 10 février 2008, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, sera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui;

les trois administrateurs de la société;

4) Monsieur Guy Muller, économiste, demeurant à Strassen, en sa qualité de commissaire aux comptes de la société, ici représenté par Monsieur Philippe Moncousin, employé privé, demeurant à Marche-en-Famenne en Belgique, 23, la Campagnette,

en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée à Diekirch le 10 février 2008, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, sera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

Lesdits comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter les constatations et décisions suivantes de leur conseil d'administration:

1. La totalité des actions de la société est détenue par la société anonyme EAST WEST CONSULTING COMPANY S.A. (matr: 2002 22 06 649) inscrite au registre de commerce et des Sociétés sous le numéro B 86.556 ayant son siège social à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

2. La société anonyme EAST WEST CONSULTING COMPANY S.A., prémentionnée projette d'absorber la société anonyme INTERNATIONAL TRUST COMPANY HOLDING S.A. ce qu'approuve le conseil d'administration de la société anonyme INTERNATIONAL TRUST COMPANY HOLDING S.A.

3. Les opérations de la société absorbée société anonyme INTERNATIONAL TRUST COMPANY HOLDING S.A. seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société anonyme EAST WEST CONSULTING COMPANY S.A. le jour de la publication de la réunion du conseil d'administration de la société anonyme EAST WEST CONSULTING COMPANY S.A. constatant la réalisation de la fusion.

4. Aucun associé de la société absorbée n'ayant des droits spéciaux et comme il n'existe pas de titres autres que les actions précitées, il n'y a pas de mesures à proposer à cet égard.

5. Aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés, ni aux membres des organes de gestion ni aux commissaire aux comptes de la société absorbée.

Le commissaire aux comptes de la société anonyme INTERNATIONAL TRUST COMPANY HOLDING S.A. approuve par les présentes le présent projet de fusion simplifiée suivant la procédure prévue par l'article 278 de la loi sur les sociétés conformément à la loi du 25 août 2006 y relative.

Conformément à l'article 267 de la prédite loi tout actionnaire a le droit durant un mois à partir de la publication du présent projet de prendre connaissance au siège de la société du projet de fusion, des comptes annuels ainsi que des rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés qui fusionnent ainsi qu'un état comptable arrêté au 31 octobre 2007.

Frais

Les frais des présentes sont solidairement à charge des comparants ès-qualités.

Dont acte, fait et passé à Ettelbrück, en l'étude, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signe: I. Crab, P. Moncousin, P. Probst.

Enregistré à Diekirch, le 12 février 2008, DIE/ 2008/ 1269. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

Pour copie conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 27 février 2008.

P. Probst.

Référence de publication: 2008035760/4917/68.

(080038498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2008.

Ilico, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 5.379.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 14 mai 2007

- Les démissions des sociétés MADAS S.à r.l., LOUV S.à r.l. et FINDI S.à r.l. sont acceptées;
- Monsieur Douaidia, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, Madame Ariane Vigneron, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg et Madame Cynthia Schwickerath, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont nommés nouveaux Administrateurs en leur remplacement. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

Fait à Luxembourg, le 14 mai 2007.

Certifié sincère et conforme

ILICO

A. Vigneron / M. Douaidia

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008035566/795/21.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01756. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Farid Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 18.621.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FARID HOLDING S.A.

I. Schul / F. Lanners

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008035905/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2008, réf. LSO-CN05225. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

G & P Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 82.889.

Le bilan clos au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2008.

FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008035906/1652/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2008, réf. LSO-CN08492. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

International Technik Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 13.327.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Madame Françoise Dumont. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Luxembourg, le 18 janvier 2008.

N. Thirion / C. Gaspar

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008035848/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 février 2008, réf. LSO-CN08773. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Hercules S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 8.510.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035862/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 février 2008, réf. LSO-CN09096. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080036846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Plazza Investments & Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.
R.C.S. Luxembourg B 100.540.

Le bilan clos au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2008.

FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008035907/1652/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2008, réf. LSO-CN08489. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080037428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

B.C.R.E. Brack Capital Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 104.518.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2008035866/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01720. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080037451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Barista S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 88.817.

Le bilan modifié au 31 décembre 2003, déposé antérieurement le 22 avril 2005 sous la référence L050032658.5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2008035867/724/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01724. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080037459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Mobility International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 73.861.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035864/817/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2008, réf. LSO-CN08072. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Fibavco Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 34.342.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Antoine de Smet. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Fait à Luxembourg, le 22 octobre 2007.

Certifié sincère et conforme

FIBAVCO HOLDING S.A.

MADAS S.à r.l. / LOUV S.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Ch. François / F. Dumont

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2008035847/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 15 février 2008, réf. LSO-CN04027. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080036881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Tamarind S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 133.245.

In the year two thousand and eight, on the eleventh of February.

Before Us Maître Jean Heckler, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- The limited liability company KISMET HOLDINGS S.à r.l, having its registered office in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, R.C.S. Luxembourg section B number 111396;

2.- The public limited company BULGARIAN PROPERTY HOLDINGS S.A., having its registered office in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg section B number 128371.

All here represented by Miss Carine Langehegermann, private employee, residing professionally in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie,

by virtue of two proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the mandatory of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Said appearing parties, through their mandatory, have requested the undersigned notary to state that:

The appearing party sub 1.- is the sole actual partner of the private limited liability company («société à responsabilité limitée») TAMARIND S.à r.l, with registered office in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on October 22, 2007, published in the Mémorial C number 2788 of December 3, 2007.

The appearing parties have then taken the following resolutions:

First resolution

The actual shareholder decides to create two classes of shares, class A shares and class B shares and to allot the five hundred (500) existing shares to the class A.

Second resolution

The share capital is increased by the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR), in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) to twenty-five thousand euro (25,000.- EUR), by the issue of one hundred and sixty-six (166) new class A shares and three hundred and thirty-four (334) new class B shares with a par value of twenty-five euro (25.- EUR) each.

a) The one hundred and sixty-six (166) new class A shares have been subscribed and fully paid up by the limited liability company KISMET HOLDINGS S.à r.l, prenamed,

by relinquishment in favour of the company TAMARIND S.à r.l of an unquestionable, liquid and enforceable claim of four thousand one hundred and fifty euro (4,150.- EUR) against the said company TAMARIND S.à r.l.

Proof of the existence of this claim was given to the undersigned notary.

b) The three hundred and thirty-four (334) new class B shares have been subscribed and fully paid up by the public limited company BULGARIAN PROPERTY HOLDINGS S.A., prenamed,

by relinquishment in favour of the company TAMARIND S.à r.l of an unquestionable, liquid and enforceable claim of eight thousand three hundred and fifty euro (8,350.- EUR) against the said company TAMARIND S.à r.l.

Proof of the existence of this claim was given to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of such increase of capital, article 6 of the articles of association is amended as follows:

« **Art. 6. Capital.** The corporate capital is set at twenty-five thousand euro (25,000.- EUR), divided into six hundred and sixty-six (666) class A shares and three hundred and thirty-four (334) class B shares, with a par value of twenty five euro (25.- EUR) each, fully paid up.»

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand one hundred euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le onze février.

Par-devant Nous Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée KISMET HOLDINGS S.à r.l, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, R.C.S. Luxembourg section B numéro 111396;

2.- La société anonyme BULGARIAN PROPERTY HOLDINGS S.A., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg section B numéro 128371.

Toutes ici représentées par Mademoiselle Carine Langehegermann, employée privée, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie,

en vertu de deux procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont prié le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

La comparante sub 1.- est la seule associée actuelle de la société à responsabilité limitée TAMARIND S.à r.l, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 octobre 2007, publié au Mémorial C numéro 2788 du 3 décembre 2007.

Les comparantes ont ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée actuelle décide de créer deux classes de parts sociales, parts sociales de classe A et de classe B et d'attribuer les cinq cents (500) parts sociales existantes à la classe A.

Deuxième résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR), par l'émission de cent soixante-six (166) parts sociales de classe A nouvelles et de trois cent trente-quatre (334) parts sociales de classe B nouvelles avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

a) Les cent soixante-six (166) parts sociales de classe A nouvellement émises ont été souscrites et libérées entièrement par la société à responsabilité limitée KISMET HOLDINGS S.à r.l, prénommée,

par renonciation en faveur de la société TAMARIND S.à r.l à une créance certaine, liquide et exigible au montant de quatre mille cent cinquante euros (4.150,- EUR) à charge de ladite société TAMARIND S.à r.l.

La preuve de l'existence de cette créance a été apportée au notaire instrumentant.

b) Les trois cent trente-quatre (334) parts sociales de classe B nouvellement émises ont été souscrites et libérées entièrement par la société anonyme BULGARIAN PROPERTY HOLDINGS S.A., prénommée,

par renonciation en faveur de la société TAMARIND S.à r.l à une créance certaine, liquide et exigible au montant de huit mille trois cent cinquante euros (8.350,- EUR) à charge de ladite société TAMARIND S.à r.l.

La preuve de l'existence de cette créance a été apportée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, l'article 6 des statuts se trouve modifié comme suit:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR), divisé en six cent soixante-six (666) parts sociales de classe A et trois cent trente-quatre (334) parts sociales de classe B, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR), intégralement libérées.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cent euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: C. Langehegermann, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 février 2008, Relation GRE/2008/775. — Reçu 62,50 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 mars 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008035244/231/112.

(080037178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Tugra s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8319 Olm, 4, rue de l'Égalité.

R.C.S. Luxembourg B 125.682.

Mademoiselle Burcu Seyhan, professeur de langues, née le 18 juin 1972 à Ankara (Turquie), demeurant à L-8319 Olm, 4, rue de l'Égalité, ci-après appelée «la Cédante» d'une part

Et

Madame Fezal Toker, professeur de langues, née le 26 juin 1972 à Istanbul (Turquie), demeurant à L-8319 Olm, 4, rue de l'Égalité, ci-après appelée «la Cessionnaire» d'autre part,

Il est convenu ce qui suit:

Par les présentes, la Cédante cède au Cessionnaire, qui accepte, cinquante parts sociales (50) lui appartenant dans la société TUGRA S.à.r.l., société à responsabilité limitée au capital de treize mille euros (EUR 13.000,-), divisé en cent (100) parts sociales de cent trente euros (EUR 130,-) chacune, dont le siège est au 4, rue de l'Égalité, L-8319 Olm et dont l'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est le B 125.682.

La Cédante garantit (i) que les parts sociales cédées sont, à la signature de la présente, sa pleine et entière propriété, (ii) qu'elles sont cédées quittes et libres de toutes charges et garanties en faveur de tiers, (iii) qu'elle cède toutes les parts sociales de la Société dont elle est propriétaire et qu'elle ne détient aucun titre ou droit né ou à naître concernant le capital de la Société et (iv) qu'elles sont libres de tout droit d'un autre associé ou d'un tiers tant en ce qui concerne la détention, l'exercice des droits ou le transfert des parts sociales.

La Cédante s'engage à indemniser la Cessionnaire, sans limitation de montant, de tout dommage qui pourrait, directement ou indirectement, résulter pour la Cessionnaire de la violation des déclarations et garanties stipulées au paragraphe ci-dessus.

La présente porte bonne et valable quittance.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le 25 février 2008.

Signature / Signature

La Cessionnaire / La Cédante

Référence de publication: 2008035505/7343/31.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2008, réf. LSO-CO00380. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

AGENCE PARIS-SPECTACLE, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 25.756.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement en date du 10 janvier 2008, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société à responsabilité limitée AGENCE PARIS-SPECTACLE S.à r.l. avec siège social à L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 25.756.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Gilles Mathay, juge, et liquidateur Maître Donald Venkatapen, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

M^e Donald Venkatapen

Le Liquidateur

Référence de publication: 2008035456/280/21.

Enregistré à Luxembourg, le 29 février 2008, réf. LSO-CN08736. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Lobster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.800.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 116.196.

Extract of the resolution taken by the Board of Managers held on December 11th, 2007

- Mr Jean-Robert Bartolini, is appointed Chairman of the Board of Managers. He will act as Chairman for the whole period of his mandate as Class A Manager (for an unlimited period).

Extrait de la résolution prise par le Conseil de Gérance en date du 11 décembre 2007

- Monsieur Jean-Robert Bartolini est nommé Président du Conseil de Gérance. Il assumera cette fonction pendant toute la durée de son mandat de Gérant de Catégorie A (pour une durée illimitée).

LOBSTER S.à r.l.

Signature / Signature

Class A Manager / Class B Manager

Référence de publication: 2008035576/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01327. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Marin Holding S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.636.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 26 février 2008.

VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A. / VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A.

Signature / Signature

Référence de publication: 2008035888/695/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01849. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Curzon Capital Partners S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 83.278.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008035882/6902/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2008, réf. LSO-CO01655. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.

Fontanarosso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 43.268.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société FONTANAROSSO SA qui s'est tenue en date du 11 février 2008 que:

1. La société MBC AUDITORS LIMITED, établie et ayant son siège social au 64 Baker Street; W1U 7GB London; Angleterre a été nommée en tant que nouveau Commissaire aux Comptes de la société avec effet à ce jour, en remplacement de la société UNITED CAPITAL CONTROLLERS démissionnaire, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2010.

2. Monsieur Filipe Capinha Heliodoro, avec adresse professionnelle au 6, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg a été nommé Administrateur de la société avec effet à ce jour, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2010 en remplacement de Mademoiselle Cindy Reiners démissionnaire,

3. Mademoiselle Nadine Hirtz, avec adresse professionnelle au 6, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg a été nommé Administrateur de la société avec effet à ce jour, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2010 en remplacement de Monsieur Graham J. Wilson démissionnaire

Luxembourg, le 11 février 2008.

Pour Extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2008035499/309/26.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2008, réf. LSO-CO01755. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080037530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2008.
